# INFOS & ANALYSES ANALYSES LIBERTAIRES

# 

1 <sup>er</sup> mai historique
1 <sup>er</sup> mai 2022
Les élections de 2022 auront-elles changé la donne? !
Utopie, démocratie. Des oh! & débats1
Frontière, Frontières2!
À bas la guerre! 27
Ni victimes ni bourreaux (par Albert Camus)29

## 1<sup>er</sup> MAI HISTORIQUE

Sans vouloir sacrifier aux sempiternels anniversaires, il convient cependant en cette année **2022** de se souvenir d'abord que le **1**<sup>er</sup> **Mai** est avant tout et par dessus tout le rappel récurrent que des ouvriers anarchistes ont été assassinés à Chicago par le Pouvoir et le Patronat en 1886, faisant suite une «provocation policière»...

Se souvenir aussi qu'à partir de cette époque, le 1<sup>er</sup> mai a très longtemps consacré la révolte ouvrière en se dotant d'un moyen radical «la grève générale contre le Patronat et l'Etat».

Cependant, ce mouvement a dû composer avec les pires critiques venant d'une part de la «droite», ce qui somme toute était logique, mais aussi d'autre part de la gauche et de l'extrême gauche, dans un concert de mauvaise foi alimentée par la seule perspective de défendre encore et toujours une logique toute entière consacrée à la défense du «SYSTÈME» et du statu quo inégalitaire...

Aujourd'hui celles et ceux qui, il y a cinq ans « se mirent à marcher », se fendent de nous vendre une manière de faire différem-

ment ... Ils et elles nous prennent pour des cons, mais cela n'est pas nouveau, malheureusement. Toujours les mêmes recettes, toujours les mêmes vieilles lunes politiciennes issues des siècles passés : celles du xix<sup>e</sup> et celles du xx<sup>e</sup>. Maintien et défense des inégalités sociales, at-

taque des quelques acquis ouvriers ayant échappé aux appétits voraces des capitalistes et aux gouvernements précédents, droite/gauche réuni-e-s... La **misère sociale qui** ne cesse d'envahir le quotidien d'une partie toujours plus grande de la population, tandis que les nantis d'aujourd'hui - comme ceux de 1886 et comme ceux de toujours -bénéficient de toutes les largesses que le «Système» leur offre, Système qu'ils ont créé pour leurs propres intérêts!

Il faut malheureusement aussi compter avec l'attitude beaucoup trop résignée d'un grand nombre de celles et ceux qui font partie de la classe exploitée quand, confronté-e-s aux conséquences désastreuses des conditions sociales qui leurs sont imposées par le Système, elles et ils continuent à porter du crédit à ce SYSTEME par leur participation à l'électoralisme, à ce qu'il est

convenu de désigner sous le vocable de « démocratie représentative » et la démagogie de l'aventureuse classe politicienne!!!

Dans ce concert, les organisations syndicales occupent une place de choix dans ce qui promeut la « servitude volontaire » à partir du moment où elles ont accepté de jouer le jeu du « partenariat syndicalo-social ».

En abandonnant ce qui faisait d'elles des vecteurs de la lutte des classes, elles ont fini par dévaloriser les luttes et les grèves - outils de l'émancipation sociale

- allant jusqu'à nier la nécessité indiscutable de *la grève générale*, arme absolue de l'autonomie, de l'autogestion et de la radicalité du mouvement ouvrier.

Voilà des dispositions qui devraient recouvrer toute leur acuité afin d'envisager sérieusement la reprise de la LUTTE dans le but de promouvoir la gestion directe.

Malgré que d'aucuns la juge dépassée, la lutte des classes reste le seul moyen à notre disposition pour en finir avec toutes les Systèmes dégradants «d'exploitation et d'aliénation», toutes ces saloperies qui nous pourrissent la vie...



## 1<sup>er</sup> MAI 2022

À Perpignan, nous n'avons pas voulu bousculer les habitudes, à la fois libertaires et militantes. Nous avons donc convié les perpignanais et perpignanaises et, plus largement celles et ceux des Pyrénées-Orientales à rejoindre, comme les années précédentes, notre rassemblement, à 10 heures, sur la place Arago.

Or, en cette année 2022, à la différence des échéances présidentielles précédentes, le rendez-vous arrivait après le résultat définitif de la mascarade électorale et présidentielle.

Ce qui ne changea pas, c'est que les rendez-vous électoraux des 10 et 24 avril accouchèrent du même scénario que celui vécu cinq ans auparavant.

Macron, avec ses troupes beuglant à tue tête « et un, et deux, et cinq ans d'plus », a eu raison

d'une Le Pen aseptisée mais toujours «extrême» droite dans ses bottes...

Le troisième larron du premier tour, l'ancien VRP du PS, le thuriféraire du général du 20 juin, l'hagiographe de certains régimes latinos et néanmoins autoritaires, un temps l'idolâtre de Poutine et toujours admirateur de la Chine, Mélenchon en personne, avec ses 22 % des voix; pour la moitié au moins siphonnées au PC, au PS et à EELV... ne trouva rien de mieux d'appeler à jouer une belle un troisième tour en quelque sorte- avec en point de mire une candidature de « Premier ministre » dans la balance «populaire»...

Ceci étant posé, nous avons décidé de sortir un tract, distribué la veille du 1<sup>er</sup> Mai et dans le même temps nous avons fait parvenir à la presse un communiqué.



#### **LE TRACT**

#### 1<sup>er</sup> Mai 2022 : Toutes et tous occupons les villes

Nous l'avions dit bien avant le premier tour et nous le répétons depuis bien longtemps, les élections et la démocratie représentative symbolisent «la tromperie majuscule».

Comme en 2017 et bien évidemment comme toujours, c'est le Système en place qui est pervers et qui produit toujours les résultats escomptés par les tenant-e-s du Pouvoir et de la Domination...

Toutes les fractions politiciennes – de l'extrême-gauche à l'extrême-droite – se mettent d'accord les jours d'élections pour nous la jouer «démocratie (???)»... Quant aux résultats, ils restent inexorablement les mêmes... Le Pouvoir reste toujours dans les mains des nanti-e-s.

Les anarchistes le répètent depuis des lustres, c'est d'une révolution dont nous avons besoin. C'est à la construction d'une révolution que nous devons nous atteler.

Aujourd'hui ce 1<sup>er</sup> Mai 2022 est l'occasion, ensemble, de commencer à construire les fondations de cette nécessaire page de l'Histoire de **la lutte des classes**.

Depuis trop longtemps, une partie de celles et ceux qui donnèrent un certain crédit à cette aspiration libertaire, égalitaire et solidaire, s'en sont dessaisi-e-s...

La lutte des classes a laissé place à la lutte des places. Les partis dits de «gauche» l'ont peu à peu abandonnée en rase campagne au profit de programmes sociaux-démocrates, aux antipodes d'un affrontement d'avec le Capital et l'Etat.

Les organisations syndicales ont vidé la lutte ouvrière de ce qu'elle contenait de radical et de révolutionnaire pour s'engager dans un partenariat de mauvais aloi avec les dirigeants du patronat et ceux de l'Etat.

Il n'est pas trop tard pour se ressaisir. Reprenons ensemble le flambeau de la révolte et de la révolution.

Dès aujourd'hui, partout où cela est possible, échangeons ensemble autour de cette idée nécessaire et vitale que représente la lutte [les luttes radicales] et son aboutissement : la construction d'une société autogérée, libertaire, égalitaire de femmes et d'hommes libres...

Rencontrons-nous **Dimanche 1**<sup>er</sup> **Mai à 10 heures place Arago** afin de débattre et échanger



#### **AU RENDEZ-VOUS**

Le Dimanche 1<sup>er</sup> Mai au matin, le rendez-vous permit à quelques dizaines de militant-e-s et sympathisant-e-s de nous rejoindre et d'échanger autour des tables de presse.

Naturellement nous avons eu droit à la visite de la police locale – les centurions d'Alliot – qui nous demanda de ranger le matos – banderoles, drapeaux «noirs», affiches, tables etc... –, ce que nous ne fîmes pas!

Lassés devant notre entêtement à vouloir resté-e-s, les «bleus» repartirent. Nous avons tenu bon et nous sommes resté-e-s.

Il n'y a pas de petite victoire par ces temps de vaches maigres...

#### LA PRESSE

Elle s'est contentée de nous ignorer, en ne relayant pas notre communiqué...

#### LE DÉFILÉ « CONVENTIONNEL »

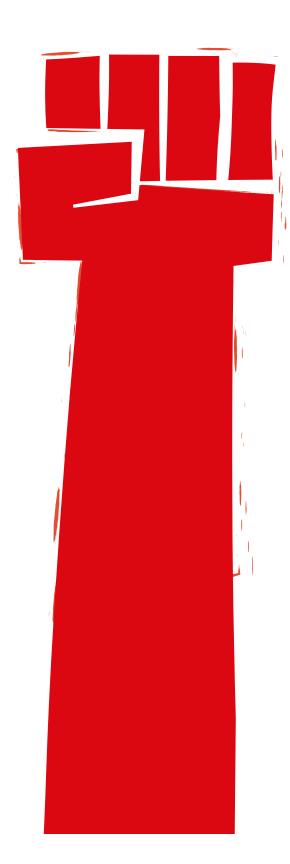
Le défilé habituel passa aux environs de midi devant nos tables. Ce jour là, il comptait en ses rangs 250 personnes – chiffre officiel de la presse locale – parmi lesquelles quelques militant-e-s libertaires s' étaient glissé-e-s, après être passé-e-s par nos tables ...

Un peu partout en France, les défilés n'ont pas rassemblé les foules. Une période de pénurie «sociale», de sécheresse contestataire qui a vu les organisations syndicales – comme trop souvent - se faire les VRP des organisations politiques de «gauche».

Une bien faible mobilisation qui traduit le discrédit dont les organisations ouvrières font l'objet depuis quelques décennies maintenant ...

Il faut dire que la charte d'Amiens¹ est bien loin des préoccupations des directions syndicales actuelles, plus enclines à servir les plats à la classe politicienne et électoraliste qu'à préparer la révolution...

Groupe Puig Antich O.A. - Perpignan



<sup>1.</sup> Congrès de la CGT de 1906.

ÉLECTORALISME

# LES ÉLECTIONS DE 2022 AURONT-ELLES CHANGÉ LA DONNE?

Cette question mérite d'être posée et nous enjoint à y porter une attention toute particulière. Au besoin, en revenant sur un certain nombre de données, chiffrées ou non, qui ont émaillé notre quotidien depuis maintenant un peu plus de six mois.

#### DES CANDIDAT·E·S DE LA « PRÉSIDENTIELLE »

Une douzaine de candidat-e-s sur la ligne de départ avec un certain nombre d'abandons faute d'avoir pu recueillir les 500 signatures, «formule magique» pour ces émules « d'Ali dans l'Baba » du xxre siècle, avec en guise 15 grands voleurs qui disposent à eux seuls de 562,7 milliard d'euros¹. Pendant ce temps, des millions d'hommes et de femmes continuent, malgré toutes les difficultés du monde, à se déplacer vers les isoloirs de la démocratie dite «représentative», afin d'accomplir le geste fatidique de la résignation.

Par ce geste, elles et ils légitiment cette «démocratie», laquelle ne représente en fait que le système qui sied aux 15 grands voleurs et à toutes celles et ceux qui leur servent la soupe. Le capital est dans les mains d'une classe qui n'est pas prête à se laisser déposséder, l'Etat lui garantissant cette rente à vie. C'est ça le SYSTÈME que nous exécrons et que nous condamnons!

#### RETOUR SUR LE PREMIER TOUR DE PISTE DU 10 AVRIL

Les sondages, en remontant au mois de novembre 2021, nous permettent quelques remarques.

• L'entrée en campagne de certain-e-s candidat-e-s [*Pécresse | Zemmour*] leur a permis, un temps, de flirter avec des scores assez élevés. 17-18% pour la première, aux environs de 16-17% pour le second...

**Pécresse** ne va pas cesser de descendre dans les sondages pour se positionner à 8,3% avant le premier tour...

- L'entrée en campagne tardive de Macron et sa gestion de la guerre en Ukraine, expliquent la disparité des sondages le concernant : 24% en novembre-décembre, puis 33% en mars pour finir à 26% dans les derniers sondages avant le 1er tour...
- Concernant Marine **Le Pen**, elle démarre à 16% en novembre, quand **Zemmour**, pas encore candidat officiellement, engrange 13% des intentions de vote... En décembre, le RN oscille entre 18 et 19% et Zemmour est à 15%... Dans certains sondages Zemmour devancera même Le Pen. Au mois de mars le RN est à 15%, quand Zemmour (après ses outrances programmatiques et «télévisuelles» notamment) se retrouve à 11%.

Dans les tous derniers sondages qui précèdent le premier tour, Le Pen est annoncée à 23,7%, quand Zemmour passe sous la barre des 10% à 9,3 %. Tout au long des mois qui ont précédé le premier tour, **Dupond-Aignan** s'est maintenu entre 2,5 et 2%...

Au soir du premier tour, **l'extrême droite représente environ 35** % des intentions de vote.

• La gauche, toujours prête à confondre le «discours sur l'unité» d'avec la soif inextinguible pour le pouvoir et la réalité de la course effrénée à l'échalote, va passer d'un score oscillant entre 28,5% en novembre [Montebourg 1% et Hidalgo 5% / Jadot 9% / Mélenchon 9 % / Roussel 2,5% et Poutout-Arthaud 2%] à un score de 25,5% à la veille du premier tour [Hidalgo 2% / Jadot 5% / Mélenchon 17% et Poutou-Arthaud 1,5%]...

Pas de gain en pourcentage dans le camp de la «gauche» mais une redistribution des votes en faveur de Mélenchon, au détriment de tous les autres – Jadot/Hidalgo/Roussel et y compris les candidat-e-s trotskistes.

Les résultats du premier tour (cf. tableau ci-dessous), le 10 avril 2022 au soir, vont venir étayer les enseignements que l'on pouvait tirer des divers sondages qui ont précédé l'élection... Ainsi, la redistribution au sein du camp de la gauche va se transformer en un siphonage en règle des autres candidat-e-s pour le seul bénéfice de Mélenchon et sa LFI!

Quand on rapproche les résultats de ce 1<sup>er</sup> tour aux résultats de 2017 :

Macron		24,01%	
Le Pen	21,30%		
Dupont-Aignan	4,70%	27.10/	
Cheminade	0,18%	> 27,1%	
Asselineau	0,92%		
Hamon	6,36%		
Arthaud-Poutou	1,73%	26,67%	
Mélenchon	19,58%		
Fillon		20,01%	

On s'aperçoit que Macron augmente son score en pourcentage de 3,7%. L'extrême droite (Le Pen / Zemmour/ Dupont-Aignan) augmente de 5,2%. La gauche augmente de 4,2%. Lassale améliore son score de 1,8%.

Quant à la droite elle s'effondre de ... 15,2%!

S'il est loisible de constater que l'ensemble des candidat-e-s des divers camps augmentent leur score par rapport au quinquennat précédent, on peut affirmer qu'à l'exception

		1 <sup>er</sup> TOUR	ULTIMES SONDAGES	ÉCARTS
Macron	Sortant	27,80%	25,8%	+2%
Extrême-droite	Le Pen / Zemmour / Dupont-Aignan	32,29%	35,5%	-2,8%
La Gauche	Mélenchon / Roussel / Hidalgo / Jadot / Poutou / Arthaud	31,94%	29,5%	+2,4%
La droite	Pécresse	4,78%	8,4%	-3,6%
AUTRE CANDIDAT	Lassalle	3,13%	1,1%	+ 2%

de la gauche, cette amélioration est due à la redistribution de l'électorat de la droite et à la déroute de cette dernière.

On peut ajouter que ce qui est reproché par certain-e-s au Président sortant de n'avoir pas réduit le « Front National » comme il s'y était engagé [promesse n'est pas réalité] il a cependant réussi à atomiser la droite...

Une sorte de remake du Mitterrandisme, lequel avait opéré de la même manière vis-à-vis du Parti communiste...

#### À L'HEURE DES RÉSULTATS DU 10 AVRIL 2022

Les candidat-e-s battu-e-s ont fait des déclarations plus ou moins claires, engageant leurs électorats respectifs, quant au comportement à avoir pour le second tour.

Ainsi *Pécresse*, *Hidalgo* et *Jadot* ont appelé à voter pour Macron afin de battre l'extrême-droite. D'autres n'ont pas nommé le président sortant mais, l'ambigüité ne pouvait pas avoir cours pour **Roussel**.

En ce qui concerne **Poutou** et **Mélenchon**, même s'ils n'ont pas laissé planer de doute quant à leur intention de faire barrage à l'extrême droite, ils se sont cantonnés à affirmer « qu'aucune de leurs voix devait se porter sur la candidat du RN. »

Pour **Zemmour**, même en se pinçant le nez et pour **Dupont-Aignan** sans aucune réserve, c'est vers Le Pen qu'allèrent leur penchant...

**Arthaud** ne donna aucune consigne de vote, au même titre que **Lassalle**...

Si le 14 avril au soir, *Mélenchon* martela sa déclaration « *ne pas porter une seule voix sur Marine Le Pen* », ce ne fut pas un appel à reporter «ses» bulletins sur Macron... Du reste ne déclara-t-il pas que le combat contre le sortant devait reprendre avec toute l'acuité nécessaire, et il précisa que cette mobilisation relevait maintenant de ses proches et/ou ses fidèles...

Un passage de témoin en quelque sorte et une page tournée sur une carrière politique [et politicienne] bien remplie<sup>2</sup> pour un quidam qui n'a jamais cessé d'arpenter les couloirs et de profiter des ors de la République...

#### LES RÉSULTATS DÉFINITIFS AU 24 AVRIL 2022

Comme tout le monde pouvait s'y attendre, Emmanuel Macron a été réélu Président de la République à l'issue de la consultation. Notons qu'il a été réélu cette fois encore, face à Marine Le Pen, recueillant 18 768 639 de voix contre 13.297.760 voix à son adversaire d'extrême-droite. Le succès d'Emmanuel Macron face à Marine Le Pen, s'est construit, à la différence de 2017, à partir de conditions et circonstances différentes. Un contexte particulier lié des éléments extérieurs - gestion d'une pandémie mondiale / Agression russe avec la guerre en Ukraine - tout cela favorisant le locataire élyséen dans sa gestion de campagne du premier tour...

Il retarda au maximum son entrée dans la bataille électorale et au moment où il le fit, ce fut par le biais d'une «Lettre aux Français» publiée dans la presse quotidienne régionale le 3 mars... Une campagne expressément menée qui traduisait en acte la «différence de statut» entre les différent-e-s candidat-e-s.

A partir du 10 avril, une fois le résultat connu, la campagne qui a précédé le second tour a conduit à un changement de paradigme. D'affrontement «jupitérien» entre le «seigneur» et «les représentant-e-s de la multitude», l'affrontement est devenu une affaire de défense des prébendes républicaines, à savoir un «front démocratique». Les ralliements opérés dès le soir du premier tour pouvaient alors garantir un résultat comparable à celui de 2017.

Si effectivement, Macron a remporté l'élection, pour cette fois c'est le score du R.N. qui doit interpeler. En effet, Marine Le Pen a recueilli 13 288 686 voix, quand en 2017 un peu plus de 10,6 millions d'électrices et d'électeurs l'avaient choisie.

Une dédiabolisation à outrance de la candidate du RN et un vote *«Tout sauf Macron»* peuvent expliquer en grand partie ce résultat. Mais ces éléments n'ont nullement empêché qu'un certain nombre de commentateurs y aient ajouté l'abstention grandissime du 2e tour : 28,01% des électeurs, c'est-à-dire 13 655 861 de personnes parmi les inscrits...

Mais cette abstention, qui progresse de rendez-vous électoraux en rendez-vous électoraux, n'explique-elle pas plutôt l'éloignement d'un grand nombre d'ancien-ne-s électrices et électeurs vis-à-vis d'un SYSTEME qui ne leur propose qu'un horizon bouché et un futur tout entier ancré dans un passé et un présent inégalitaires!

Une prise de conscience basique et, dans le même temps, bien réelle, de l'inanité d'une manière de faire, d'un moyen qui est la traduction en acte, d'une doctrine à la fois mensongère, déloyale et pur dogme du POUVOIR.

#### AU MOMENT DE PENSER LÉGISLATIVES

Sans vraiment attendre, quelques jours après le second tour et l'élection de Macron, malgré son très long parcours politicien, son âge et la déception causée par sa troisième place lors du scrutin, Mélenchon, atteint d'amnésie, rangea sa décision de «laisser la place à ses camarades plus jeunes pour poursuivre la lutte» au point même de l'enterrer définitivement! Il put ainsi sortir de son chapeau une «future candidature au poste de **Premier Ministre**»... Les affiches furent même imprimées et collées partout en France...

La création de la **N**UPES, laquelle offre à une lettre prés un véritable marché de DUPES allait permettre à Mélenchon, cet apôtre de l'unité sous <u>sa</u> conduite et celle de la LFI -de s'octroyer le résultat du premier tour pour régner en maître sur un parterre de courtisan-e-s.

Les tractations démarrèrent très rapidement, avec pour but de jouer le remake de l'union de la gauche - LFI/PS/ PC/EELV - à l'exception du Parti radical de gauche.

Cette coalition emmenée par le chef de file de la LFI va se donner comme objectif d'obtenir une majorité à l'Assemblée.

Dès le 1<sup>er</sup> mai 2022, EELV entérine un texte d'accord conclu avec la LFI. Il attribue au pôle écologiste une centaine de circonscriptions. Le lendemain, la direction du Parti communiste va à son tour donné son feu vert pour finaliser le projet d'accord... Au terme de longues négociations, le Parti socialiste va lui aussi valider, le 4 mai, l'accord avec la LFI, EELV et le PCF en vue d'une union de la gauche pour les législatives.

La France insoumise (LFI)

Europe Écologie Les Verts (EELV)

Le Parti communiste français (PCF)

Le Parti socialiste (PS)

357 circ.

50 circ.

70 circ.

Pas de doute, nous avons là affaire à un rapport tout à fait égalitaire, représentatif de la soif de Pouvoir de Mélenchon. Après avoir mangé la laine sur le dos des verts, des communistes et avoir plumé la volaille socialiste tout au long de la campagne du premier tour et après avoir siphonné leur électorat respectif, Mélenchon leur a imposé une NUPES unicolore...

Du reste, les forces d'appoint de la LFI et du mégalo de service, n'ont pas manqué de ruer dans les brancards.

Socialistes (dissident-e-s), communistes (réticent-e-s) et écologistes (dissident-e-s) s'offrent un certain nombre de duels avec les candidat-e-s NUPES adoubé-e-s par les saintes huiles de la vaticane onction de la LFI.

Le nouveau gouvernement à peine connu, Mélenchon le taxe de «sans audace», à l'exception du nouveau ministre de l'Education *Pap Ndiaye*. Pour nous ce gouvernement est bien évidemment une mauvaise nouvelle comme toutes les nominations qui l'ont précédé. Mais les changements d'équipe ne changent pas grand-chose, tant ils ne prévalent rien comparés au SYSTEME qu'ils sont censés représenter et SERVIR.

Ceci n'empêche nullement le tribun *«insoumis?»*, de confondre son teston avec une montgolfière. Il déclare à qui veut l'entendre qu'il sera le prochain Premier Ministre à l'issue des élections législatives de juin!

En vérité, ce politicien retors n'est insoumis qu'à une seule chose : l'évidente réalité froide et indiscutable de la statistique électoraliste. La «gauche» à laquelle il se réfère et qu'il a bien desservie, si nous nous référons aux résultats d'avril 2022, ne peut sérieusement postuler et encore moins prétendre au siège matignonesque!

Un simple coup d'œil sur les données dont tout un chacun dispose, nous renseigne sur le peu de sérieux des déclarations du leader «minimo» de la NUPES.

Pour chacune des sinécures que représentent les sièges de député-e-s, nous voyons qu'en toutes occasions nous avons avons affaire à des affrontements entre une dizaine au moins de concurrent-e-s, quand ce n'est pas une quinzaine... C'est que la place est juteuse! Une véritable sinécure, quinquennale et bien peu fatigante...

Ce qui du reste nous étonne, c'est que le porte-parole de la révolution «nupésienne» n'a pas daigné s'aligner sur la 4<sup>e</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône, à Marseille<sup>3</sup> et y a délégué un de ses fidèles, *Bompart*... Peut-être n'est-il pas un si bon partant!

A coup sûr, le désir du chef qui a senti le vent de la déroute et qui s'est désisté, peut expliquer qu'un second couteau vienne à Marseille y essuyer les plâtres...

Car, qu'à bien y regarder de près, les résultats que peut sérieusement escomptés Mélenchon, ne lui *permettront pas de s'asseoir dans le fauteuil de Borne!* Certain-e-s des sortant-e-s à gauche, préférant la *«fronde»* à la NUPES, se verront certainement investi-e-s au soir du 19 juin.

Quant au nombre de triangulaires - voire même de quadrangulaires - issues du premier tour, dans pas mal de cas, il sera favorable soit aux sbires présidentiel-le-s, soit aux candidat-e-s de l'extrême-droite sauce lepéniste ou, plus rarement zémourienne...

Voilà ce qui nous semble possible d'écrire en cette fin du mois de mai 2022.

Nous aurons l'occasion d'y revenir, quand nous serons renseigné-e-s sur les résultats du 12 juin. Mais dès à présent, sur la base de ce dont nous disposons et sur notre rejet de ce que d'aucun-e-s nous servent comme le «nec plus ultra de la démocratie» en y ajoutant l'épithète «élective» ou «participative», nous considérons que les rendez-vous de JUIN, seront encore, toujours, des rendez-vous manqués!

Si vous voulez un tant soit peu peser sur vos vies et objectifs futurs et en finir avec le SYSTEME réducteur, inégalitaire et inhumain qui nous impose toutes sortes de servitudes, alors il reste à nous rassembler pour le mettre à bas.

S'éloigner des fausses et illusoires sirènes de l'électoralisme et des méfaits de la politique politicienne, voilà l'enjeu nécessaire à la construction de la démocratie réelle ou plus prosaïquement appelée «démocratie directe». Avec le réagencement de « la Lutte des classes » et le choix de la démocratie directe et de l'autogestion nous aurons, avec plus de certitudes, l'espoir d'en finir avec la servitude volontaire à laquelle La Boétie faisait allusion...

#### **PERSPECTIVES ?!?!**

Dans le cadre des sondages, des *spécialistes* (?) fournissent des statistiques très avantageuses pour la NUPES, l'union cornaquée par la LFI: 1/3 des suffrages exprimés au premier tour des élections législatives ...

*Harris Interactive et Cluster* 17, fin avril, accordent donc près de 190 sièges à la NUPES.

Mais *Harris Interactive* mise plus prosaïquement sur 50 à 100 sièges maximum. Rappelons que pour obtenir la majorité à l'Assemblée Nationale, il faut décrocher 289 sièges.

Mélenchon ne sera pas Premier Ministre et l'Assemblée Nationale, issue d'un Système pipé à l'avance, aura une fois de plus accouché d'un phantasme et/ou d'un mirage : celui de croire que pénétrer dans un isoloir et glisser un bulletin dans une urne est constitutif d'un acte démocratique et que cet acte fait de toutes les électrices et tous les électeurs des citoyen-ne-s d'une même importance.

La Lutte des classes veut se donner d'autres moyens, radicaux et révolutionnaires quand l'électoralisme est par essence interclassiste.

> Groupe Puig Antich de l'Organisation Anarchiste Perpignan, fin mai 2022

<sup>1.</sup> 

<sup>1 –</sup> Bernard **Arnault** (LVMH). Fortune est estimée à **157,5** milliards d'euros

<sup>2 –</sup> Axel **Dumas** et la Famille Hermès. **81.5** Milliards d'euros.

<sup>3</sup> – Françoise **Bettencourt Meyers** et sa famille. Sa fortune est estimée à 71,4 milliards de dollars. 11e richesse du monde

<sup>4 –</sup> Alain **et** Gérard **Wertheimer** et leur famille (Chanel) groupe de luxe Chanel. Leur fortune s'élève à **67** milliards d'euros.

<sup>5</sup> – François **Pinault** et sa famille. Groupe Kering. La fortune de Pinault est estimée à **41,5** milliards d'euros.

<sup>6 –</sup> Laurent, Marie-Hélène et Thierry **Dassault**. Leur fortune est estimée à **26,5** milliards d'euros en 2022.

<sup>7 –</sup> Gérard **Mulliez** et sa famille (Auchan). Fortune : **24** milliards d'euros.

<sup>8 –</sup> Pierre **Omidyar** (eBay). Sa fortune est estimée en 2022 à **20** milliards d'euros.

<sup>9 –</sup> Pierre **Castel** et sa famille (Castel). Sa fortune est estimée à **14** milliards d'euros.

<sup>10 –</sup> Patrick **Drahi** (Altice Group). La fortune de Patrick Drahi est estimée à 13 milliards d'euros.

<sup>11 –</sup> Emmanuel **Besnier** (Lactalis).. Emmanuel Besnier est à la tête d'une fortune de **12** milliards d'euros.

<sup>12 –</sup> Evan **Spiegel** (Snapchat) . Sa fortune est aujourd'hui estimée à **10,1** milliards d'euros.

<sup>13 -</sup> Xavier **Niel** et sa famille (Free). Sa fortune est de **8,8** milliards d'euros.

<sup>14 –</sup> Vincent **Bolloré** (Bolloré). Sa fortune s'élève à **8,2** milliards d'euros.

<sup>15 –</sup> Alexandre **Ricard** et sa famille (Pernod Ricard). Sa fortune est estimée aujourd'hui à 7,4 milliards d'euros.

2. Coup d'œil nécessaire sur un engagement qu'il nous vend comme différent et «anti système». Une carrière qu'il démarra en devenant journaliste. Cet homme politique du sérail, après avoir, dans sa jeunesse côtoyé le trotskisme, va devenir membre du Parti socialiste en 1976. Il sera alors successivement Conseiller municipal en 1983 puis Conseiller général en 1985 et Sénateur en 1986. Entre 2000 et 2002 il sera Ministre délégué de l'Enseignement professionnel du gouvernement Jospin. Comme les autres, ambition et carriérisme semblent avoir été sa marque de fabrique. Il quitte le Parti socialiste en 2008 pour fonder le Parti de gauche et en prendre la tête. En 2009, il sera élu Député européen et réélu en 2014 sous la casaque

du Front de gauche. En 2017, il se présente à nouveau à l'élection présidentielle, cette fois sous la bannière de La France insoumise. Avec 19,58% des voix au soir du premier tour, il finit en quatrième position derrière Emmanuel Macron, Marine Le Pen et François Fillon. Il sera élu dans la foulée Député dans la quatrième circonscription des Bouches-du-Rhône lors des élections législatives de 2017 et met fin à son mandat de Député européen.

3. Il l'a annoncé au 20h de France 2 le vendredi 6 mai. Il avait été élu en 2017 avec 59,9 % des voix face à son adversaire de La République en marche.



#### UTOPIE, DÉMOCRATIE...

## DES OH! & DÉBATS

## SOCIALISMES UTOPIQUES, SOCIALISME SCIENTIFIQUE

Un débat vicié dès l'origine...

Une vision cadenassée et univoque qui renvoie à ce qu'on nous vend comme «La» démocratie»

Opérer une brève incursion à l'intérieur d'un «conflit» entre « *solutions Utopiques* » et « *solutions Scientifiques* », quand il s'agit de définir le champ des investigations, analyses et propositions au sujet des agencements sociétaux et des luttes subséquentes, cela paraît être une nécessité.

Il nous est nécessaire de nous attarder un instant sur l'opposition apparue au 19ème siècle entre les perspectives révolutionnaires proposées par certains penseurs socialistes considérés comme «autoritaires» et celles défendues par *E. Cabet*, *R. Owen*, *C. Fourier*, *Godin*, affublées de l'épithète «d'utopiques» contenues au sein d'un socialisme qui se caractérisait par la volonté de faire émerger des communautés idéales selon divers modèles, régies soit par des règlements suffisamment contraignants, d'autres plus libertaires. Certaines étaient dites «communistes», d'autres laissaient une plus grande part à la propriété individuelle.

Par la suite, à partir de la moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, c'est avec l'anarchiste mutuelliste *P.J. Proudhon* (en 1848) mais aussi avec les anarchistes collectivistes et/ou anarchistes communistes que furent *M. Bakounine*, *P. Kropotkine*, *E. Reclus*, *E. Malatesta*, que ces conceptions et propositions qualifiées d'utopistes prirent un tour révolutionnaire, anti autoritaire et libertaire.

La «Commune» en 1871 traduisit avec les *Tollain*, *Varlin*, *L. Michel* et beaucoup d'autres ce courant se revendiquant d'un socialisme anti étatiste...

Si l'expression de « socialisme utopique fut usitée initialement par Adolphe Blanqui 1 dans son ouvrage Histoire de l'Economie Politique en Europe, depuis les Anciens jusqu'à nos jours, suivie d'une bibliographie raisonnée des principaux ouvrages d'Economie Politique, il convient cependant d'en attribuer la diffusion, sinon la pérennité à Friedrich Engels, à partir de son ouvrage: Socialisme Utopique et Socialisme Scientifique, en 1880... En effet K. Marx et F. Engels attribuèrent à leur propre théorie le qualificatif de socialisme «scientifique» en l'opposant au «Socialisme utopique» qui n'avait, selon eux, aucun caractère méthodique et rigoureux dans l'analyse de la société capitaliste.

Une distinction qui trouve son origine dans *l'Idéologie allemande* et dans la critique de Stirner par Marx.

Le « socialisme dit «scientifique» » est, à l'image de ses concepteurs ² un plaidoyer pro domo, avec une intention polémique non dissimulée, en faveur de la seule vision qu'ils se faisaient de la société future et de la manière d'y parvenir. En quelque sorte, l'alpha et l'oméga de la voie qui devait mener de manière mécanique, à une société sans classes. Au demeurant, en qualifiant a priori leur démarche de «scientifique», ils

s'offraient la possibilité de dénigrer toute autre

<sup>1.</sup> Frère d'Auguste BLANQUI (L'enfermé)

<sup>2.</sup> En nous référons à l'ouvrage de F. Engels, Socialisme utopique et socialisme scientifique, publié en 1880...

approche et même de la disqualifier à l'avance. Ce que ni Marx, ni Engels du reste n'oublièrent pas de faire!

De nos jours, dans le but de s'extraire d'une lecture a priori «engelienne » et j'ajoute marxiste, un grand nombre d'historiens français préfèrent utiliser des catégories différentes. Il en va ainsi de «premiers socialismes», ce qui est indéniable, de socialismes «romantiques», ce qui l'est beaucoup moins, voire de socialismes « pré marxistes », ce qui, en l'occurrence, attribue de manière incontestable à ces socialismes une dimension minimaliste dans le sens où ils ne seraient que «tâtonnements», galops d'essais avant la forme aboutie et définitive que proposerait le socialisme marxiste!

Ici, le paradigme ne change aucunement dans la mesure où seul l'ajout de qualificatifs passablement inappropriés vient camoufler une volonté affirmée de ne rien toucher au statu quo!

Seul Loïc **Rignol**, dans son ouvrage -Les Hiéroglyphes de la Nature. Le socialisme scientifique en France dans le premier XIXe siècle ¹, s'emploie « à retrouver l'épistémologie qui sous-tendait la pensée des socialistes... », pensée qu'il appelle le « socialisme scientifique ».

C'est ce qu'écrit *Julien Vincent* <sup>2</sup>, lorsqu'il affirme que la réflexion de Rignol nous propose une thèse inédite, dans laquelle

- «le socialisme [y] est décrit comme un millénarisme : la fin des temps et la venue prochaine d'un règne de félicité conduisent les socialistes à récuser le temps de la politique parlementaire qui promet des améliorations prochaines...».

Une réflexion, au sein de laquelle Rignol propose une «archéolologie de la science sociale» selon les saint-simoniens et des fouriéristes.

Selon J. Vincent, cette réflexion « doit être vue comme un bio-socialisme, au sens où elle part de considérations soit cosmologiques, soit biologiques, pour en déduire un ordre social. » et il précise que l'ouvrage « est tout entier construit autour d'une idée centrale : alors que la science sociale des

1. Ouvrage paru en 2014 à Dijon, aux éditions Les Presses du réel-2. In la Revue d'histoire du XIXe siècle, 51 | 2015, 213-215, sous le titre : « Loïc RIGNOL, Les Hiéroglyphes de la Nature. Le socialisme scientifique en France dans le premier XIX<sup>e</sup> siècle » libéraux porte sur la société telle qu'elle est, celle des socialistes décrit la société telle qu'elle doit être et telle qu'elle doit advenir au terme d'une conversion intellectuelle et morale. ».

#### **QU'EN EST-IL DE LA DÉMOCRATIE?**

Cette courte incursion au sein d'un débat qui semble avoir été tranché une fois pour toutes par les *«spécialistes* patentés «es socialisme»»<sup>3</sup> nous renvoie à un autre questionnement : Doiton une fois pour toutes nous satisfaire de la forme considérée comme **unique**, **formaliste** et **seule légitime** de la démocratie?

Plusieurs réponses peuvent être proposées à ce type de déclaration.

La première qui nous vient à l'esprit est, évidemment **NON**, si nous référons au peu de consistance que ce qu'on nous propose comme contenu de ce vocable...

Pour ce qui concerne d'autres récriminations ou restrictions, nous pensons nécessaire, en premier lieu, de définir ce à quoi l'idée de démocratie renvoie et quel est son contenu et le champ de son application...

#### La démocratie dans l'Histoire

Ce vocable de démocratie a désigné dans un premier temps un régime politique mis en place à Athènes dans l'antiquité. Ce type de démocratie est réputé être l'ancêtre des démocraties modernes...

Venant du grec *démos* (peuple) et *kratos* (Puissance et ou Pouvoir) cette démocratie se voulait être un régime politique dans lequel les décisions étaient prises par le peuple..

Ses origines sont la suite de la grave crise <sup>4</sup> qui secoua la cité grecque, crise qui amena les mutations propres à la cité athénienne. Les réformes débouchèrent au V<sup>e</sup> siècle av. J.-C. sur un régime politique, une sorte de **démocratie** 

<sup>3</sup> Précision en passant : elles/ils se déclarent elles/eux-mêmes «spécialistes et détentrices/détenteurs de "l'unique vérité révélée" »

<sup>4.</sup> L'esclavage pour dettes liait la situation politique et la situation financière. Il impactait un grand nombre de paysans non propriétaires terriens. L'inégalité politique et le mécontentement étaient énormes dans le milieu rural. Aussi, le développement de la monnaie et des échanges commerciaux allait faire émerger dans les villes, une nouvelle classe «sociale» aisée, composée des artisans et armateurs, qui allaient revendiquer la fin du monopole des nobles sur la sphère politique.

#### pour les hommes libres mais avec le maintien de l'esclavage!

Le philosophe Jacques Rancière estime que « la démocratie est née historiquement comme une limite mise au pouvoir de la propriété. C'est le sens des grandes réformes qui ont institué la démocratie dans la Grèce antique : la réforme de Dracon qui réforma la justice, la réforme de Clisthène au VI<sup>e</sup> siècle av. J.-C., instituant la communauté politique sur la base d'une nouvelle redistribution territoriale qui cassait le pouvoir local des riches propriétaires; la réforme de Solon interdisant l'esclavage pour dettes ».

D'autres types de démocratie ont pu surgir ailleurs qu'en Grèce.

- Il en va ainsi de la Mésopotamie avec la notion de **cité-État.**
- Dans l'Antiquité méditerranéenne, avec les Assemblées romaines et la république romaine, la démocratie va s'établir à partir de la pratique « électorale »... Même si cette dernière n'y conviait pas les femmes, les esclaves et une très large partie de la population étrangère...

Paradoxalement, plus les choses changeaient plus elles restaient les mêmes. Le vote des riches avait plus de poids et la plupart des plus hautes fonctions étaient attribuées à quelques familles nobles.

- Les villes phéniciennes de Tyr, de Sidon ou de Byblos ..., connurent des traces de démocratie ce qui permettait à des conseillers élus par les citoyens de proposer des nouvelles lois au roi.
- Des Aborigènes, au moyen de sociétés réduites vivant en tribus n'avaient pas de chef. Les membres prenaient les décisions par consensus au sein de la majorité.
- Au Moyen Âge et au début de l'époque moderne, certaines formes « démocratiques » viennent attester de l'intérêt suscité par la pratique démocratique. Pour autant, la plupart des systèmes étudiés ne proposent qu'une participation souvent **réservée à une minorité**. Il y a là matière à qualifier ce type d'expérience d'oligarchie. D'ailleurs, c'est à une seigneurie fidèle au principe féodal que revient le droit d'y diriger la grande majorité des régions.
- Le premier parlement anglais, est élu en 1265 consécutivement à certaines restrictions qui

frappent le Pouvoir royal. Là encore seule une petite minorité dispose d'une voix : le Parlement est élu par quelques pourcents de la population... Le système va engendrer des dérives avec à la base des municipalités corrompues. De plus la convocation du Parlement dépend du bon vouloir du roi ou de la reine.

• De nombreuses régions aux frontières des grands États conservent un fonctionnement démocratique. Il en va ainsi des républiques pyrénéennes¹ qui se situent entre la France et l'Espagne.

## L'émergence de la démocratie dans les gouvernements modernes

#### • Avant le xviii<sup>e</sup> siècle

Dans les dernières décennies du 19ème siècle, apparaît l'humanisme, pierre angulaire de la renaissance. Afin de contrer le pouvoir de l'Eglise ou celui des monarques, plusieurs essais de démocratie vont avoir lieu.

L'idée que les détenteurs du pouvoir peuvent être responsables devant un électorat va faire son apparition.

#### • Au xviii<sup>e</sup> siècle

La République corse -Pascal Paoli- est considérée comme la première république des temps modernes.

De 1760 à 1790, c'est au tour des Américains de développer et appliquer le concept de républicanisme, qu'ils opposent au régime démocratique... Dans les années 1780, en Europe, le développement de mouvements sociaux vont s'identifier à la «démocratie». En Belgique, en Hollande et au Luxembourg la perception négative de «démocratie» ressentie comme synonyme d'anarchie, va peu à peu être interprétée de façon plus positive en opposition à l'aristocratie..

En 1791, en Haïti une révolution d'esclaves sera la première, et l'unique révolution de ce type à établir une république.

La Révolution française va voir émerger la bourgeoisie, une nouvelle classe au pouvoir et l'abolition de la royauté. Aux États-Unis, la révolution va inaugurer le premier système de partis.

<sup>1.</sup> Organisation politique de plusieurs groupes de vallées entre la France et l'Espagne, lesquels, depuis le Moyen Âge jusqu'aux temps modernes, vont conserver un certain fonctionnement autonome sur une base semi-démocratique.

#### • Au xix<sup>e</sup> siècle

Dans pas mal de contrées, les droits politiques vont être étendus à de nouvelles classes sociales... Peu à peu le suffrage va devenir «universel». Compagnon fidèle au sein du couple élection/ démocratie, le vote à bulletin secret va être introduit en 1850 en Australie puis en 1890 aux USA.

• DE NOS JOURS, DE «NOUVELLES» TENDANCES? Des pratiques teintées plus de formalisme que de changement paradigmatiques laissent croire à l'obtention d'une place plus importante des citoyens dans la politique avec la démocratie dite participative...

Ainsi, le budget participatif, exemple venant de Porto-Alegre au Brésil, à l'initiative du nouvel élu en 1989, le maire Olivio Dutra, issu du Parti des Travailleur. Cette initiative rassemblera plus de 18 000 habitants pour décider des priorités de la ville. Il faut préciser que la ville de Porto-Alegre comptait alors près d'1,2 millions d'habitants.

Une partie des finances municipales (à hauteur de 10%) passera sous le contrôle des citoyens. En France, des tentatives d'élargissement de certaines «bases décisionnelles» vont voir le jour. Par exemple un « Observatoire des engagements » tente de suivre les promesses (électorales) non tenues,. Démarche qui accentue la méfiance envers les politiques.

Le **R**éférendum d'Initiative **P**opulaire (RIP), puis l'initiative devenant [sur le papier] **C**itoyenne (RIC) vont faire leur apparition afin de détourner la colère citoyenne face à l'ineptie du système électoraliste... et aux dérives des acteurs politiques eux-mêmes!

## MAIS LA « DÉMOCRATIE » DOIT-ELLE SEULEMENT SERVIR L'ORDRE IMMUABLE DES CHOSES ?

C'est effectivement la première question qui devrait venir à l'esprit de tout-e citoyen-ne qui a l'intention de se comporter en individu libre. Un peu à la manière de La Boétie qui dans son « *discours sur la servitude volontaire* » nous enjoint à quelques comportements salvateurs!

« Soyez résolus de ne servir plus, et vous serez libres. » Mais aussi « Les tyrans ne sont grands que parce que nous sommes à genoux.» La démocratie n'aurait pas, selon G. Burdeau¹, « un contenu immuable (...) » mais son visage serait « celui qu'elle doit aux rêves des hommes »

Burdeau précise tout au long de son ouvrage, le lien étroit qui s'est noué, dès l'origine, entre DÉMOCRATIE et POUVOIR. Le rêve des hommes ne serait donc imprégné que de la seule manière d'être gouverné?

Du reste, quand il cite Alain<sup>2,</sup> celui-ci ayant écrit « Fouetté le citoyen veut bien l'être; mais il regarde aux baquettes; il veut savoir dans quel bois on les a coupées. », Burdeau semble convenir que la démocratie ne constitue pas une manière d'être réellement libre mais, tout au plus, un moyen de choisir la longueur de la chaîne et le poids des entraves...

Beaucoup s'emploient, dans le but de briller en public, à citer la phrase de Winson Churchill: « La démocratie est le pire système politique, à l'exception de tous les autres. »

Précision nécessaire, il parlait bien entendu de la démocratie parlementaire c'est-à-dire indirecte!

#### Ceux qui causent « démocratie directe » pour mieux la couler

Il ne faut pas laisser aux seul-e-s «malintentionné-e-s» le soin de parler de **démocratie directe**, tant elles et ils cachent mal leur intention profonde: discréditer un système de conduite en société qui préfère « la gestion et l'administration des choses au gouvernement des hommes! » S'ils reconnaissent bien volontiers que « les majorités ont toujours raison simplement parce qu'elles ont le pouvoir d'écraser toute opposition », ce qui induit que « le pouvoir dictatorial du parti le plus nombreux (ne sert qu'à) avoir la disposition de la machine gouvernementale », ils n'en déduisent pas pour autant l'utilité d'aborder la question de la démocratie directe de manière correcte, objective ou loyale!

Ainsi il est couramment argumenté que « dans l'Histoire, aucune tentative de démocratie directe n'a jamais rendu un pays plus égalitaire. »

<sup>1.</sup> Georges Burdeau, *La démocratie*, Paris, 1966, Editions du Seuil (première Edition *La Baconnière* en 1956 à Neufchâtel)

<sup>2.</sup> G. Burdeau, Op. cit p. 180

Il est possible de leur rétorquer que depuis beaucoup plus longtemps, aucune expérience de démocratie «représentative» n'a jamais rendu un pays plus égalitaire. Et pourtant, malgré ce constat, aucun questionnement sur le bien fondé de cette dimension de la démocratie n'est venu encombrer les débats...

Ces malfaisants, dans le but d'étayer une thèse d'une telle absurdité, nous servent sans sourciller le moins du monde que « le seul pays au monde dont le système politique repose sur l'idée d'une démocratie directe, mais incomplète (c'est) la Suisse ». Ce poncif correspond à l'identique à celui cité auparavant qui émanait de W. Churchill...

Ce qui fait question, c'est que dans ce cas précis, il ya une confusion entre « démocratie directe » et pratique habituelle du référendum dit «citoyen». Ces acrobates de la pensée délirante ne semblent pas s'offusquer de leur propre «connerie», laquelle les dispense de se poser de vraies questions de fond :

La Suisse est-elle un État?

La Suisse fonctionne-t-elle en Autogestion?

La Suisse s'est-elle départie du Capitalisme, de l'exploitation et de la plupart des systèmes de domination?

Et pour finir: La Suisse fait-elle partie de l'Internationale des fédérations anarchistes?

À y répondre objectivement, ils comprendraient l'inanité de ce rapprochement entre Suisse et *démocratie directe*!!!

Quels que soient les exemples retenus dans le but évident de discréditer ce type de démocratie (directe), pour nous anarchistes, le plus [et le seul] égalitaire et **libertaire**, il est loisible de constater la malhonnêteté de ceux qui les font circuler...

- La Commune, devient « un épisode sanglant de la Révolution française, en 1871 ».
- *L'Espagne libertaire*, entre 1936 et 1938, laquelle malgré les avancées révolutionnaires et l'émergence du mouvement des ouvriers et des paysans sur la scène sociale, aurait nui, selon les dires de certains historiens, à l'organisation de la résistance contre Franco.

J'insiste ici, pour affirmer clairement que la démocratie directe représente le système choisi par les anarchistes et les communistes libertaires! Nous ne sommes pas dupes des tartufferies employées par celles et ceux eux qui n'en parlent que dans un seul but : déconsidérer ce système! Pour ce faire, ces derniers ne reculent devant aucune approximation ni infamie.

Ils écrivent « qu'implanter la démocratie directe dans un pays aussi peuplé et aussi vaste que le nôtre » nécessite « des rassemblements de citoyens en comités de 10 000, 50 000, 100 000 ou 500 000 personnes. »

À aucun moment il n'y est question des assemblées de quartiers, puis des assemblées de villages ou de villes, puis des assemblées départementales, régionales et des réunions à l'échelle d'un pays.

Il n'est jamais question de *délégation* et/ou de *mandat impératif* et d'éventuelle *révocation*...

Il n'est pas plus question des périodes qui doivent précéder la mise en place de la démocratie directe. Celle-ci doit être obligatoirement le résultat des luttes libertaires et des prises de conscience qui ne pourront que les accompagner. Des changements opérés en amont, au sein des collectifs d'individus et des groupes. Des changements qui permettront à celles et ceux qui y auront participé à poser le problème de la construction d'une société qui se donne comme outil de fonctionnement, la démocratie directe!

Je me permets d'insister sur le fait que celles et ceux qui n'ont de cesse que de chercher la petite bête, ne le font que dans le seul but avéré : de démontrer que « la démocratie directe ne serait pas viable!!! »! Avant eux, Raymond Aron, un éloquent avocat de la démocratie élective, a déclaré : « Plus grande est la surface de la société couverte par l'État, moins celui-ci a des chances d'être démocratique. »

Mais alors, en France, est-ce que nous ne vivrions pas en démocratie?

Parmi les grands démocrates devant l'éternel, c'est à James Madison¹, qu'on doit cette phrase célèbre qui définit la démocratie directe, comme : «La tyrannie de la majorité.»

Les Amérindiens lui vouent certainement une reconnaissance indéfectible!!!

<sup>1.</sup> Le 4° président des États-Unis, celui qu'on appelle le père de la Constitution et de la Charte des droits et liberté,...

## Le point de vue des socialistes « scientifiques? »

Pour eux, la démocratie consiste en le pouvoir du peuple par le peuple pour le peuple, une entité formé d'individus politisés.

La politisation, c'est à dire la conscience d'appartenir à une collectivité ou communauté politique, est la clef de voûte d'un juste fonctionnement de la démocratie.

De nos jours, le haut degré de dépolitisation menace le fonctionnement de cette démocratie. Par le biais de la société de consommation, et par une production industrielle du divertissement débilitante, le capitalisme produit cette dépolitisation.

## Un nouveau socialisme aura à cœur de développer la démocratie et non de la nier.

Pour cela, il est nécessaire de tendre au maximum en direction de la **démocratie directe**, celle-ci étant **l'essence même de la véritable démocratie**, et donc de la possibilité pour chacun de prendre réellement des décisions sur sa vie collective et politique.

Etonnement mais pour un temps seulement. La phase transitoire ne tarde pas à nous asséner :

« Toutefois, dans un espace commun étendu, il faut passer par une **démocratie parlementaire semi-directe**, auquel on devrait adjoindre un certain pourcentage de députés tirés au sort. »

Un pas en avant et un paquet de pas en arrière... On sent derrière cette attitude -cette méthodecomme un arrière goût de **phase transitoire**.

*Makhno* en Ukraine et *Durruti* en Espagne doivent se retourner dans leur tombe respective. Le nouveau socialisme qui nous est proposé ici semble se placer dans la continuité des socialistes utopistes comme *Babeuf*, *Fourrier* ou *Cabet*. Et vas-y le pipeau...

S'il est vrai que l'économie privée n'est pas démocratique on peut ajouter que l'économie étatique ne l'est pas plus. S'en remettre à l'économie russe, continuatrice de sa devancière communiste et autoritaire et l'économie chinoise qui se développe à l'intérieur d'un État à la fois tentaculaire et « communiste » [c'est ce qu'il s'emploie à nous faire avaler] cela ne garantie en rien une parenthèse démocratique, encore moins « directe »! La phase transitoire suggérée auparavant en prend un sacré coup quand on prend connaissance de ce qui suit :

La seule structure que la volonté populaire peut contrôler, la seule structure économique sur laquelle le peuple peut influer et décider, c'est bien entendue la structure publique, comprenez la structure étatique.

Seul l'État est soumis à la démocratie, aux décisions politiques prises par le peuple, et à la volonté de tous. L'État est l'instrument du peuple dans la construction d'une société idéale, il est l'outil qui permet à la volonté démocratique de tailler le monde qu'il désire.

Plus l'économie privée est sous contrôle de l'État, plus elle est étatisée, plus elle est sous contrôle du peuple, et de la démocratie.

Le but poursuivi, un nouveau socialisme devrait, plus tard, atteindre son stade final de développement et l'on pourrait alors considérer que les conditions sont réunies pour assurer à la société et à l'individu l'accès au bonheur.

#### Ne pas laisser le soin de parler de «démocratie directe» à ceux qui la caricaturent

La démocratie directe est un régime politique, social et sociétal, dans lequel les citoyens exercent directement le pouvoir. Elle est autogestion quand elle s'intéresse à la sphère économique.

Une formule anarchiste du début du 19<sup>ème</sup> siècle explicitait clairement le principe : «S'il y a vote, ce n'est pas une démocratie!».

L'unanimité ou le consensus sont fréquemment préférés aux votes pour définir la démocratie directe.

La démocratie directe s'appuie sur des axes forts : la pratique du débat et le type de prise de décision au sein d'un groupe humain réuni en assemblée : dans ce cas collective.

Les choix qui engagent l'ensemble d'un groupe, d'une communauté se font en toute transparence et sans médiation hiérarchique. Le principe de révocabilité des mandats - quand il y a nécessité de désigner d'éventuels mandataires - s'intitule mandat impératif.

On dénombre trois sources à la démocratie directe:

• l'histoire qui fournit des types de sociétés ou de groupes sociaux organisés en démocratie directe.

- la philosophie au travers de certains philosophes qui envisagent la démocratie que directe, au travers de réflexions sur les droits des êtres humains et le pacte social qui les lie.
- la politique, quand elle postule à être critique de la démocratie représentative, en démontrant qu'un tel dispositif celui des États démocratiques modernes présente de très nombreux défauts et qu'il renvoie l'image/réalité d'un peuple dit souverain, dépossédé de son pouvoir. La démocratie directe apparaît dans ce contexte comme l'alternative aux dispositifs existants.

Notons que de nombreux pays pratiquent le référendum (Initiative populaire...) mais que ceci ne représente pas pour autant la démocratie directe! Tout au plus s'agit-il de démocratie semi-directe.

#### Le recours à l'Histoire

• 1871 : L'événement «Commune».

Notons d'emblée que les penseurs marxistes n'exercent qu'un faible d'influence au sein de ce débat. Il n'en est pas de même pour les anarchistes. *Mikhail Bakounine*, le principal

adversaire de Marx au sein de la Première internationale (AIT), divisée entre partisans d'une approche centralisatrice de la révolution et partisans des courants antiautoritaires. Bakounine va suivre avec un vif intérêt l'insurrection parisienne, et va s'efforcer de l'influencer.

Si Bakounine n'est pas à Paris pendant les événements, il va cependant, dès septembre 1870, prendre une part active à une tentative de Commune révolutionnaire lyonnaise. Celle-ci échouera finalement. Aux yeux de Bakounine, les communes marquent une rupture majeure dans l'histoire des mouvements ouvriers : « Le peuple de France rentre en pleine possession de lui-même », de manière autonome et spontanée, sans en passer par un parti d'avant-garde pour le guider.

Hors de la capitale, de nombreux proches de Bakounine proposent une interprétation non marxiste (centralisatrice) de la Commune. Ce sera le cas, en autres, de trois théoriciens qui insistent, depuis longtemps, sur la dimension spatiale des révolutions politiques et en particulier des initiatives anarchistes: *Pierre Kropotkine*, qui va synthétiser ses réflexions



sur le municipalisme libertaire et le fédéralisme dans *La Commune* (1880),

Elisée Reclus, que l'on peut sans peine qualifier de fondateur de la géographie humaine,

*James Guillaume*, qui sera l'un des premiers à développer une réflexion systématique sur les communes révolutionnaires.

Mais c'est pourtant une autre référence anarchiste, plus ancienne, qui marque en profondeur la Commune de Paris : *Pierre Joseph Proudhon*. Le père de l'anarchisme, mort depuis quelques années, maintient malgré cela, une influence vivace dans le Paris insurrectionnel : notamment ses thèses libertaires et autogestionnaires, son rejet de toute forme de gouvernement, son appel à l'association libre des hommes.

« Au moment où l'Internationale fut introduite en France, la partie militante du prolétariat français était presque entièrement mutuelliste », témoigne ainsi Benoît **Malon**.

Parmi les communards les plus influencés par *Pierre-Joseph Proudhon*, on compte notamment *Gustave Lefrançais* et *Jules Andrieu*, auteur de *Philosophie et Morale* (1867).

La Commune de Paris est sans nul doute LA grande révolte prolétarienne du XIX<sup>e</sup> siècle, qui s'ambitionnait de devenir révolution... mais tourna court dans un bain de sang et s'acheva en défaite terrible pour tous ses partisans.

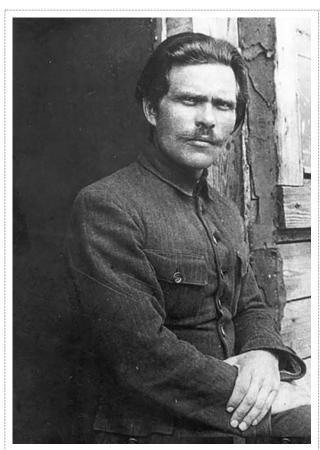
Mikhaïl **Bakounine** (1814-1876) : « La future organisation sociale doit être faite seulement de bas en haut »

« Je suis un partisan de la Commune de Paris qui, pour avoir été massacrée, étouffée dans le sang par les bourreaux de la réaction monarchique et cléricale, n'en est devenue que plus vivace, plus puissante dans l'imagination et dans le cœur du prolétariat de l'Europe; j'en suis le partisan surtout parce qu'elle a été la négation audacieuse, bien prononcée de l'État. C'est un fait historique immense que cette négation de l'État se soit manifestée précisément en France, qui a été jusqu'ici par excellence le pays de la centralisation politique et que ce soit précisément Paris, la tête et le créateur historique de cette grande civilisation française, qui en ait pris l'initiative. [...] La future organisation sociale doit être faite seulement de bas en haut, par la libre association ou fédération des travailleurs, dans les associations d'abord, puis dans les communes, dans les régions, dans les nations et, finalement, dans une grande fédération internationale et universelle. C'est alors seulement que se réalisera le vrai et vivifiant ordre de la liberté et du bonheur général, cet ordre, qui loin de renier, affirme au contraire et met d'accord les intérêts des individus et de la société. »

• 1917-1921 : La lutte de Nestor Makhno en Ukraine<sup>1</sup> La vie et l'œuvre de l'anarchiste ukrainien Nestor Makhno, c'est la lutte menée de 1917 à 1921 « pour les soviets libres en Ukraine » qu'Alexandre Skirda s'est efforcé de faire revivre, en montrant la place que les communistes libertaires ont occupée dans le mouvement insurrectionnel et les réalisations sociales qui furent alors mises en chantier. Il est en effet impossible de tracer le portrait de Makhno et de rendre compte de la nature de son combat et de ses idées sans présenter l'œuvre et les aspirations de ceux et celles avec lesquels et pour lesquels il a combattu. Une des données essentielles pour comprendre la révolution en Ukraine réside dans le « caractère représentatif du mouvement makhnoviste par rapport à la population paysanne et, en particulier, à sa partie la plus pauvre ».

Si le mouvement d'émancipation sociale a fini par se confondre avec la Makhnovchtchina, mouvement insurrectionnel qui tient son nom de Makhno, l'acteur social décisif n'en a pas moins été la paysannerie pauvre, et son instrument de libération les soviets libres antiautoritaires, « organes d'auto-direction sociale et économique ». Ces nouvelles formes de démocratie directe reposaient avant tout sur la « démarche autonome, collective et unitaire de l'ensemble des travailleurs ». Certes, les commandants de l'armée insurrectionnelle étaient tous nourris des principes du communisme libertaire, et les idées des militants anarchistes ont été le levain d'un soulèvement qui apparaît comme le couronnement d'une longue histoire de résistance à l'oppression et à l'occupation étrangère. Il reste néanmoins qu'il s'est agi avant tout d'un « mouvement de masse pluraliste, au sein duquel pouvaient coexister tous les partisans de la révolution sociale ».

<sup>1.</sup> Tiré d'un écrit de Louis Janover



Les capacités d'organisation et d'improvisation qui font de Makhno un stratège militaire d'une exceptionnelle envergure seraient de peu d'importance si la Makhnovchtchina, faisant corps avec la population, n'avait été la force concentrée d'un mouvement de transformation radicale des rapports sociaux en Ukraine. Les documents, pour la plupart inédits, présentés par Alexandre Skirda, et les commentaires dont il les accompagne éclairent la nature de cette tentative pour instaurer un régime des soviets libres, « étape transitoire indispensable afin que puissent se tisser les liens sociaux et économiques conduisant à une fédération de communes libertaires, l'Etat se trouvant ainsi relégué au musée des antiquités nuisibles ».

Il est cependant difficile d'avoir une vue d'ensemble, cohérente et détaillée, des mesures socio-économiques qui ont été prises pour parvenir à ce but : la suppression de « toutes les formes de salariat » et de l'État, « ce nouveau patron et exploiteur ».

Le « Projet de déclaration de l'armée insurrectionnelle (makhnoviste) adopté par le soviet révolutionnaire militaire, lors de la réunion du 20 octobre 1919 », apparaît moins comme un programme de socialisation immédiatement réalisable que comme l'expression

d'un idéal, une déclaration de principes surtout destinée à éclairer le sens d'un combat.

Malgré qu' « en Ukraine la situation (soit) différente », la question se posait concernant l'avenir du mouvement insurrectionnel makhnoviste, du fait de son confinement dans un territoire particulier et réduit à ses seules forces, avec comme base sociale unique la paysannerie pauvre décimée par les armées d'occupation...

Il n'aurait certainement servi à rien, du moins dans la perspective qui était celle des insurgés, que les anarchistes acceptent de « prendre le pouvoir » à la place des bolcheviks, comme il semble que ces deniers leur proposèrent...

Les « luttes et réalisations » de Makhno et des insurgés ont été « exemplaires » dans la mesure où, pour la première fois, le « capitalisme dans ses deux phases », privé et d'État, a dû subir la critique des armes de la part des « travailleurs de la charrue et du marteau. » Ceux-ci ont montré dans la pratique qu'aucun parti ne peut « réaliser les grands objectifs de la révolution sociale ». Bien au contraire, pour imposer sa volonté hégémonique, l'État-parti est contraint d'étouffer « la libre activité créatrice des masses laborieuses, seules capables d'assumer cette tâche » d'émancipation et de mener à bien la « troisième révolution » qui les « libérera définitivement [...] de toute oppression de l'État ou du capital, privé ou étatique ».

Pour y parvenir, la Makhnovchtchina ne trouvera pas d'autre voie que celle des soviets libres, « organes exécutifs des assemblées dont ils (étaient) issus »...

• 1936-1938 : Expériences et mises en pratique du «rêve égalitaire» en Espagne 1

« Les organisations de la classe ouvrière se sont installées dans les bureaux et les villas des riches. Les couvents, débarrassés de leurs parasites, servent d'école; une nouvelle université va même fonctionner dans un cloître de religieuses. Des restaurants populaires, créés par des comités paysans, sont à la disposition de la milice et des travailleurs organisés. Chez les commerçants qui spéculent sur le renchérissement de la vie, on saisit les stocks et on les répartit. Mais le plus grand changement concerne la sphère de production. Beaucoup de chefs d'entreprise, techniciens, directeurs, propriétaires fonciers et administrateurs ont fui. D'autres ont été arrêtés par les travailleurs

<sup>1.</sup> Tiré d'un texte produit par Maite Molina Mármol

et ont été jugés. Le Syndicat des Travailleurs du secteur textile estime que, dans son domaine, la moitié des patrons se sont enfuis; quarante pour cent d'entre eux ont été 'mis à l'écart de la sphère sociale', le dixième qui reste s'est déclaré prêt à travailler selon les nouvelles conditions, c'est-à-dire comme employés des travailleurs. Les conseils et les comités de travailleurs contrôlent les industries, confisquent les firmes et les sociétés privées. Les principaux moyens de production sont repris par les syndicats, les coopératives agricoles et les administrations municipales. Seuls les petits commerces du secteur des biens de consommation demeurent propriété privée. »¹

• L'Espagne des années 1930 : ESPOIRS ET MISES À L'ÉPREUVE

La CNT (Confederación Nacional del Trabajo), de tendance anarchiste, compte 700 000 adhérents en 1917, alors que le Parti communiste espagnol ne sera fondé qu'en avril 1920...

L'instauration de la Deuxième République ne répond pas complètement aux attentes populaires comme en témoignent les multiples révoltes anarchistes qui éclatent entre 1932 et 1934, avec notamment l'expérience autogestionnaire de la commune asturienne.

Lorsque le gouvernement de Front populaire (vainqueur des élections de 1936) relance la réforme agraire, il est déjà débordé par les occupations spontanées de propriétés.

Le soulèvement militaire du 17 juillet 1936 contre la République va se trouver confronté dans certaines parties de l'Espagne à une résistance inattendue de la part du peuple. Le conflit va durer trois années. Dès les premiers temps, les anarchistes vont mettre en œuvre leurs idéaux d'abolition de l'État et d'organisation d'une société sans coercition. La CNT, syndicat révolutionnaire et anarchiste, trouve là l'opportunité de concrétiser son « rêve égalitaire ».

Les expériences autogestionnaires et le mouvement de collectivisation vont principalement toucher la Catalogne industrielle mais aussi les campagnes d'Aragon où étaient solidement implantés les anarchistes de la CNT et de la FAI² ainsi qu'en Andalousie, en Castille et dans le

<sup>2.</sup> Federación Anarquista Ibérica, organisation anarchiste autonome étroitement liée à la CNT



<sup>1.</sup> Henri Rabasseire cité par Hans Magnus Enzensberger, Le bref été de l'anarchie. La vie et la mort de Buenaventura Durruti. Paris, Gallimard, L'imaginaire, 1975 [1972], pp. 249-250.

Levant. Au total, elles auraient concerné entre un million et demi et deux millions et demi de travailleurs.

En Catalogne, ce « programme » est mis à l'œuvre par les travailleurs dès juillet 1936. En quelques jours, 70 % des entreprises industrielles et commerciales sont devenues la propriété des travailleurs. Sont également socialisés « les communications, chemins de fer, sociétés pétrolières, usines de montage Ford et Hispano Suiza, les installations portuaires, les centrales énergétiques, les grands magasins, les théâtres, les cinémas, les usines sidérurgiques nécessaires à l'armement, les firmes d'exportation de produits agraires, les grandes caves. »

Les collectivisations agraires concernent surtout les grands domaines dont les propriétaires avaient fui en zone franquiste ou avaient été sommairement exécutés. En Aragon, les miliciens de la colonne Durruti impulsent le mouvement de collectivisation des terres mais aussi des moyens de production et des biens de consommation – jusqu'à abolir l'argent dans certaines communes rurales.

La révolution va voir s'opposer bientôt l'idéal anarchiste et l'étatisme «empreint de religiosité» du Parti communiste ¹ dont l'influence va s'agrandissant

- via l'aide de l'union soviétique,
- la présence d'un appareil stalinien important et...
- la défense acharnée de la petite bourgeoisie et de la petite propriété privée.

Au slogan contre révolutionnaire des staliniens «Gagner la guerre pour faire la révolution » répond celui des anarchistes «faire la révolution pour gagner la guerre»!

Le cours nouveau -les mouvements autogestionnaires et de collectivisation- est ainsi confronté à des opposants au sein même du camp républicain.

Dès octobre 1936, le gouvernement catalan entérine l'existence des collectivités mais tente de planifier l'activité des collectivités et de rétablir le contrôle de l'État sur l'économie.

Ce sont néanmoins les événements de mai 1937 à Barcelone qui vont sonner le glas de la révolution, quand la police du gouvernement catalan, dirigée par le Parti communiste, tente de Avec la fin du conflit fin 1938 - début 1939 et la victoire de Franco, le sort de ces expériences d'émancipation sociale, économique et culturelle, est scellé.

### Philosophes en faveur de la démocratie directe

Quand au 18ème siècle l'Europe semble redécouvrir l'idéal démocratique, les philosophes des Lumières privilégient un régime parlementaire à tout autre système. Ils agissent et pensent au nom de la raison, de la sagesse, après mure réflexion. Ils sont contre la religion qui implique fanatisme et superstition et contre le pouvoir de la monarchie absolue. Ils sont pour plus de liberté individuelle.

Jean-Jacques **Rousseau**, théoricien de la souveraineté populaire et auteur de *Du contrat social* (1762) va entamer une ébauche de constitution de démocratie directe pour la Corse en 1764.

En outre, certains philosophes mettent en évidence la capacité des individus et des petits groupes d'individus à pratiquer la démocratie directe de manière spontanée lors des fêtes, discussions, débats ou, lors des dîners.

A l'instar d'économistes et/ou de moralistes, ils considèrent que les petites organisations telles que les écoles, les entreprises, les associations libres, les groupes d'action politique, les microsociétés, peuvent aisément réaliser la démocratie directe. A contrario, il leur paraît impossible de mettre en pratique un tel système à l'échelle nationale, pour les gros groupes et les institutions de la taille des états...

Le Marquis de Sade a rédigé Idée sur le mode de la sanction des Lois et défend, dans une assemblée primaire, la démocratie directe.

Ultérieurement d'autres philosophes, tels **Proudhon** ou **Kropotkine**, contribueront à fonder le courant politique anarchiste dont une des bases fondamentales est la démocratie directe. *Cornélius Castoriadis* a aussi développé une théorie sociale allant dans ce sens.

reprendre le contrôle de la compagnie du téléphone où les anarchistes sont installés. En août 1937, les mines et les industries métallurgiques passent sous contrôle exclusif de l'État et les troupes communistes, conduites par le général Líster, tentent de démanteler dans la terreur les collectivités en Aragon.

<sup>1.</sup> Le PSUC et le PCE réunis.

#### La Politique

Les régimes démocratiques modernes, qui se mettent progressivement en place dans le sillage de la Révolution française et de la Constitution américaine de 1798 sont essentiellement basés sur la représentation et l'élection.

Parmi les partisans de la démocratie directe intégrale ont peut ranger Les *conseillistes*, des *syndicalistes révolutionnaires* et la quasi-totalité des *anarchistes*<sup>1</sup>.

#### Éléments d'un débat

• Un dispositif politique exclusivement fondé sur la démocratie directe est-il envisageable? L'ensemble des organisations anarchistes, anarchosyndicaliste, voire libertaire ont tranché et s'accordent à répondre par l'affirmative à cette question.

C'est dans l'ADN de ces divers courants antiautoritaires. Ils ont admis une fois pour toute la question de la nécessaire abolition de l'État et du Capitalisme, en tant qu'organes de Pouvoir, de coercition et de domination.

L'État étant à la fois l'élément constitutif et l'incarnation de fallacieuses légitimités :

- celle d'être en gouvernance et de commander d'imposer aux gouverné-e-s,
- celle de la division de la société en classes antagonistes,
- celle de la domination d'une classe (les nanti-e-s) sur l'autre plus nombreuse (les exploité-e-s),
- celle détentrice des forces et des moyens de répression.

Il est aussi le garant d'un Système et d'un ordre immuable, toutes choses qui couvrent le désordre et le chaos qu'instaurent le capitalisme et le libéralisme...

En considérant qu'un tel dispositif est envisageable quelle que puisse être la taille de l'Ensemble au sein duquel il sera mis en pratique, nous nous devons d'ajouter que cette affirmation prend en compte le nécessaire ralliement du plus grand nombre à ce système à la fois égalitaire et... libertaire. En effet son efficacité n'est pas tant liée à la nature même de **ce type de démocratie** qu'à la nécessité de rassembler l'immense multitude des individus devenus ses adeptes - ses militants - ses facilitateurs. La souveraine individuelle permet d'échapper à la servitude fut-elle volontaire et de faire de chacun-e d'entre nous des actrices et des acteurs conscient-e-s...

Ceci étant posé, nous pouvons répliquer à celles et ceux qui aujourd'hui, en nombre, considèrent que c'est totalement irréaliste, du fait que ce système sous-entendrait la dissolution des États existants... Effectivement la dissolution/disparition de l'État est la condition sine qua non de la mise en pratique de la démocratie directe.

Il y a objectivement changement de paradigme entre la société formelle d'avant et la société née de la disparition de l'État. Il y a l'accumulation des luttes et des prises de conscience successives de la négativité du rôle et de l'action de l'État, des États... Mais à aucun moment la pratique de la démocratie directe ne peut être mise en procès au motif qu' «elle irait à l'encontre du droit essentiel des peuples à disposer d'eux-mêmes!»

Cet argument, en plus d'être «du n'importe quoi», disqualifie ceux qui nous le servent dès lors que la pratique de la démocratie dite représentative ou élective et l'existence de l'État - les États - ne garantissent en rien «le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes»...

Sous l'ère des États et de la dite « démocratie », les peuples ne subissent-ils pas le joug du Capitalisme? Les peuples ne sont-ils pas infantilisés? Les peuples ne subissent pas les misères des guerres? Alors deux poids, deux mesures?

N'y aurait-il pas incompréhension quant à l'objectif réel poursuivi par les défenseurs de la démocratie directe de redonner à chaque individu, à chaque collectif et à la TOTALITE, le moyen de reprendre place au sein d'une communauté qui n'a d'autre intention que de parvenir à une société idéale...

#### • Les solutions intermédiaires

La taille est souvent invoquée comme étant un frein au fonctionnement de ce type de démocratie. Certains ont déjà abordé cette question dans les années «70» et y ont, dès cette époque, répondu. Cette antériorité ne fournit en rien une légitimité aux réponses de l'époque, mais cela vaut que nous nous y attardions.

<sup>1.</sup> Certains communistes libertaires préfèrent des formes de démocratie directe de type communal (voir le Municipalisme libertaire de Murray Bookchin).

Vers la fin de cette période, apparaissaient déjà les avancées technologiques. Elles nous laissaient entrevoir des possibilités exponentielles en termes de communication.

De nos jours, le fonctionnement qui part de la commune pour aller au sommet formel de la communauté, en passant par les différentes strates départements; régions; pays - en respectant les décisions des assemblées de base (de quartiers) et les mandatements - à chaque niveau - peut fort bien se dérouler sans trop de problèmes dès lors que l'ensemble des individus est connecté...

Il est possible de suivre un débat qui se déroule à Paris ou à Nantes de n'importe quel coin du pays. De nos jours, le «distanciel» nous permet de réaliser ces assemblées en grand nombre sans que la qualité ne s'en ressente.

• Les tentatives d'accommodements

Certains s'entêtent ou bien n'ont réellement pas compris ce que représente la démocratie directe. De fait, quand ils nous parlent de « vote électronique » ils nous parlent toujours d'élection. D'autres nous parlent de tirage au sort représentatif. Là encore ce sont des éléments palliatifs destinés à faire le replâtrage du système électoraliste qui est complètement dévalué, et pour cause, puisqu'il n'est pas par essence démocratique.

Pour finir, il y a ceux qui préconisent l'instauration de quotas [une communauté démocratique comprenant au maximum 500 000 habitants, voire bien plus réduite] afin que de telles entités puissent être au plus près des besoins du citoyen, surtout en termes d'aménagement du territoire et d'infrastructures...

Toutes ces cotes mal taillées, ces arrangements bancals et au rabais, sont là pour apaiser ou contenter celles et ceux qui portent encore crédit au pire acte interclassiste qui puisse exister.

En ce qui nous concerne, nous prônons encore et toujours, peut-être même avec plus d'acuité de nos jours, la démocratie directe et l'abolition du système électoral, pour privilégier l'apparition des individus redevenus acteurs sur le devant de la scène sociale et politique.

En conclusion, nous avertissons que toute velléité tendant à rendre le vote obligatoire et donc de clore, une fois pour toutes, le débat sur l'incongruité et la nocivité du système dit de démocratie élective, nous trouvera sur son chemin, adversaires résolus d'une ultime tentative anti démocratique!

E.S. Organisation Anarchiste - Perpignan





# FRONTIÈRE, FRONTIÈRES

Nomades, libres, sans dieux, sans maîtres, sans contraintes, sans propriétés et n'ayant comme seul pouvoir essentiel qu'une extraordinaire capacité d'adaptation où qu'ils aillent...voilà qui étaient les premiers hommes.

Ces libertés fondamentales ont commencé à se fissurer avec la sédentarisation et l'accroissement des populations puis la notion de propriété (une habitation, un champ cultivé, un troupeau...). Il a fallu se protéger et protéger ses biens de la convoitise de son voisin ou d'une autre tribu. Des clôtures et des palissades ont été érigées à cet effet créant ainsi des territoires et des lieux défendus, puis, immanquablement, des conflits et des pillages. Pourtant, à cette époque, on peut raisonnablement dire que le système était relativement « logique » et guidé par la nécessité et l'instinct de survie.

Les frontières, ces effroyables lignes virtuelles uniquement destinées à asseoir le pouvoir étatique et à asservir les peuples, ont été dessinées au fil du temps par les conquêtes, les guerres, la soif de pouvoir et de possession, bien loin cette fois des conflits et des pillages entre tribus.

Les dictateurs qu'ils soient pharaon, empereur, seigneur, roi, président... enclenchent alors un système qui broie et détruit toujours plus, pour toujours plus de possessions, de biens et de richesses. Les peuples sont oppressés, réduits en esclavage, massacrés, vidés de leurs substances culturelle et traditionnelle et forcés à céder leurs terres pour agrandir le territoire d'un pays qui se décide plus fort qu'un autre...On oublie allègrement les siècles de colonisation qui ont décimé et soumis ces peuples et ces tribus qui, sans état ni religion, vivaient heureux et en harmonie... « mais enfin! il faut les éduquer ces sauvages! »...oui mais qui sont les « sauvages »? les conquistadores ou les Indiens d'Amazonie? l'armée confédérée des états unis ou les Indiens d'Amérique? Qui se posait ces

questions à l'époque, tant la frénésie de conquêtes territoriales et de richesses était importante?

Selon l'historien Lucien Febvre, le mot « frontière » apparaît en français au XIII° siècle, c'est alors un adjectif dérivé de «front» (en latin)...front d'une armée bien entendu, puisque les conquêtes ne peuvent se faire qu'avec une armée entrainée, formatée, soumise, bornée et obéissante, capable des pires horreurs pour contenter leurs maîtres. La première occurrence connue de cette fameuse expression « front d'une armée » se trouve dans « Faits des romains », une biographie de César.

Le mot frontière est définitivement attesté avec le sens de « place fortifiée faisant face à l'ennemi » dans un acte daté d'octobre 1292.

Voilà pour la «petite» histoire...

De nos jours la frontière est pudiquement considérée comme « une ligne définie marquant la séparation entre deux territoires relevant de juridictions différentes »...certes...mais cadenassée par l'autorité souveraine d'un Etat et son contrôle effectif et coercitif.

Contraindre le peuple, voilà l'immuable leitmotiv de l'Etat souverain... dans ce cas, la contrainte n'est pas forcément brutale dans nos pays dits «développés», il suffit juste de faire taire en donnant toujours plus : consommation, pouvoir d'achat, de la nourriture en abondance (ventre plein ne se plaint pas), et toutes les distractions possibles et imaginables qui permettent de mettre en place des œillères, voire de rendre aveugle une population qui du coup, ne s'intéresse plus guère à ce qui se passe en dehors de ses frontières douillettes et bien protégées.

Celles ou ceux qui font un pas de côté en parlant d'autres possibilités et de libertés sont considérés comme des empêcheurs de tourner en rond. Au mieux la conversation amorce un semblant d'indignation qui retombe malheureusement

souvent assez vite, mais la plupart du temps il ne faut surtout pas bousculer les certitudes et les habitudes car, en définitive, les chaînes sont très bien posées et ne blessent pas tant que ça. Alors vient la peur de l'autre, de l'étranger, de celles ou ceux qui osent traverser LA frontière... « Ils » viennent envahir notre espace vital, nous prendre notre travail, colorer notre « race »... le racisme, le fascisme et le nationalisme font fi de la misère et du désarroi... « ils » sont morts? et bien « ils » n'avaient qu'à rester chez eux à mourir de faim et de soif, à ne pas monter dans ce canot pour fuir la guerre et les massacres... etc...etc. C'est LEUR faute. Le pire du pire dans le palmarès des amalgames les plus cruels c'est « de toute façon, ce sont tous des terroristes, des voleurs, des violeurs... »...dans l'imaginaire collectif, ce sont les migrants qui vont mettre les pays à sac et à feu et à sang. L'histoire est, encore une fois, confortablement oubliée.

Les frontières tuent, les frontières se ferment aux appels à l'aide des plus faibles et des plus démunis et construisent sur leurs lignes virtuelles des murs, des rangées de barbelés, des camps de réfugiés... Le droit d'asile et les droits de l'homme, aujourd'hui brandis comme l'étendard d'une démocratie démagogique et malsaine, sont bafoués et piétinés. Les états



et les médias sont fiers de nous faire savoir le nombre de « sans papiers régularisés » et ceux qui se sont «intégrés», pour se donner bonne conscience et tenter de faire oublier le nombre de morts, le nombre d'êtres humains attendant sur un navire humanitaire le bon vouloir d'un pays qui ouvrira enfin ses frontières maritimes et son port, le nombres de personnes expulsées, maltraitées, ignorées.

Fuir coûte souvent très cher. Des passeurs de frontières sans scrupules pillent les économies de ces femmes, hommes, enfants, adolescents déjà fragilisés à l'extrême, qui ont espéré avoir la «chance» d'atteindre un soi-disant pays de cocagne, la terre promise européenne et refaire leur vie.

Dans sa chanson *Croisières Méditerranéennes*, Bernard Lavilliers pose les mots justes sur cette monstrueuse réalité.

Il faut payer et être fiché pour obtenir un petit carnet qui nous donnera le droit de voyager dans ce monde qui ne nous appartient plus, s'astreindre à faire enregistrer nos empreintes digitales et notre photo pour que, à la frontière, après avoir docilement fait la queue et présenté notre passeport, les « autorités compétentes » puissent décider si nous sommes de bonnes ou mauvaises personnes et apposer un joli tampon qui attestera notre passage.

Les puissances mondiales ont attribué des frontières à l'espace, aux océans, à l'aérien, à la nature, verrouillant et affaiblissant le monde entier, divisant, pour mieux régner, l'extraordinaire richesse humaine et naturelle qui ne devrait faire qu'une.

Les frontières anéantissent et ravagent, elles sont synonymes de guerres, de destructions, d'asservissement, d'esclavage et de prostitution, de despotisme, de dictature, de hiérarchie pyramidale, de privilèges, de paradis fiscaux, de souveraineté religieuse et de monarchie absolue dans le plus petit état du monde, fief putride d'une religion colonisatrice, assassine et arrogante.

Il est bien loin le temps où quelques milliers d'individus libres, sans dieux ni maitres, sans contraintes et sans propriétés parcouraient le monde et s'enrichissaient par la mixité culturelle et le métissage des peuples.

> PN Groupe Puich Antich Perpignan

# À BAS LA GUERRE!

Nous sommes en 2022 et nous voilà témoins d'une guerre avec son cortège de calamités: bombardements tous azimut, massacres, viols, pillages, occupation militaire, tranchées, pilonnage et destructions de villes entières, exode massif de populations. Ces abominations nous renvoient aux souvenir collectif de la seconde et de la Première Guerre mondiales du xx<sup>e</sup> siècle. Comme si cela n'avait pas servi de leçon au genre humain.

Passé le choc émotionnel des premières semaines, l'actualité de la guerre en Ukraine devient la banalité d'un évènement parmi d'autres. Si l'invasion de l'Ukraine par la Russie à soulevé une indignation quasi générale de l'opinion, force est de constater que l'intervention massive des Etats Unis d'Amérique et de l'Union Européenne dans le conflit ne fait pas débat. La Russie qui agresse l'Ukraine c'est la barbarie. Les USA et l'UE qui s'engagent massivement à ses cotés sont les défenseurs de la démocratie et de la civilisation. Et voilà la messe est dite et il n'y a plus qu'à continuer la guerre.

Pourtant il y a beaucoup à dire et à réfléchir sur ce conflit en particulier et sur la guerre en général. On ne peut que regretter l'absence de positionnement et de questionnement de ce qu'il est convenu d'appeler les « intellectuels ». Les réflexions qui passent le filtre médiatique pour atteindre le grand public se cantonnent à commenter les événements sans les analyser politiquement et historiquement. C'est devenu une habitude de voir des bataillons de « spécialistes » se répandre en digressions superficielles et vides de sens sur les plateaux de télévision et dans la presse. C'est vrai pour la guerre en Ukraine comme pour tous les sujets : la réflexion philosophique a pratiquement disparu sous le rouleau compresseur de la politique spectacle. La machine à décerveler tourne à plein régime, démocratique ou autoritaire. Circulez, consommez, il n'y a rien à voir ni à penser!

Personne pour mettre en question la doctrine de la

dissuasion nucléaire. Celle qui permet à l'État Russe de mener ses guerres impérialistes avec la certitude que le « camp d'en face » saura faire preuve de retenue pour ne pas déclencher l'affrontement ultime. Le partage du monde négocié à Yalta (en Crimée ironie de l'histoire) tient toujours avec des aménagements et l'émergence de nouveaux partenaires. Ce sont toujours les grandes puissances militaro-économiques qui façonnent le monde et le mette en coupe réglée. Personne pour rappeler que les oligarques ne sont pas tous russes. Moins de 1% de la population mondiale des adultes possède pas loin de la moitié du patrimoine mondial. Ça fait à peu près 50 millions de très riches qui se partagent la moitié du gâteau des 5 milliards d'adultes de la planète. De quoi assurer les beaux jours du complexe militaro-industriel au service de cette bande d'oligarques prêts à tout pour garder leur moitié du gâteau mondial, « quoiqu'il en

Personne non plus pour dire que quand le gouvernement français récemment investi annonce la renationalisation d'EDF c'est pour continuer la fuite en avant nucléaire, indispensable pour maintenir le savoir faire nécessaire pour garder son rang de puissance atomique et certainement pas pour rendre la planète plus vivable.

*coûte* » comme on dit au gouvernement.

Et malheureusement pas grand monde pour dire que nous voulons précisément un autre monde : sans oligarques donc sans inégalités sociales et économiques, sans violence donc sans guerre. Il nous semble utile d'inviter à la lecture d'un texte d'Albert Camus publié dans Combat en 1948 et reproduit ciaprès : « Ni victimes ni bourreaux » est en effet d'une pertinence éclairante dans le contexte actuel. De quoi retrouver des raisons et des arguments pour ne pas désespérer en toute lucidité.

JV – Groupe A. Camus, OA Toulouse Juillet 2022



## NI VICTIMES NI BOURREAUX

Par Albert Camus. Texte publié dans *Combat*, 1948.

#### LE SIÈCLE DE LA PEUR

Le XVIIe siècle a été le siècle des mathématiques, le XVIII<sup>e</sup> celui des sciences physiques, et le XIX<sup>e</sup> celui de la biologie. Notre XX<sup>e</sup> siècle est le siècle de la peur. On me dira que ce n'est pas là une science. Mais d'abord la science y est pour quelque chose, puisque ses derniers progrès théoriques l'ont amenée a se nier ellemême et puisque ses perfectionnements pratiques menacent la terre entière de destruction. De plus, si la peur en elle-même ne peut être considérée comme une science, il n'y a pas de doute qu'elle soit cependant une technique. Ce qui frappe le plus, en effet, dans le monde où nous vivons, c'est d'abord, et en général, que la plupart des hommes (sauf les croyants de toutes espèces) sont privés d'avenir. Il n'y a pas de vie valable sans projection sur l'avenir, sans promesse de mûrissement et de progrès. Vivre contre un mur, c'est la vie des chiens. Eh bien! les hommes de ma génération et de celle qui entre aujourd'hui dans les ateliers et les facultés ont vécu et vivent de plus en plus comme des chiens.

Naturellement, ce n'est pas la première fois que des hommes se trouvent devant un avenir matériellement bouché. Mais ils en triomphaient ordinairement par la parole et par le cri. Ils en appelaient à d'autres valeurs, qui faisaient leur espérance. Aujourd'hui, personne ne parle plus (sauf ceux qui se répètent), parce que le monde nous paraît mené par des forces aveugles et sourdes qui n'entendront pas les cris d'avertissements, ni les conseils, ni les supplications. Quelque chose en nous a été

détruit par le spectacle des années que nous venons de passer. Et ce quelque chose est cette éternelle confiance de l'homme, qui lui a toujours fait croire qu'on pouvait tirer d'un autre homme des réactions humaines en lui parlant le langage de l'humanité. Nous avons vu mentir, avilir, tuer, déporter, torturer, et à chaque fois il n'était pas possible de persuader ceux qui le faisaient de ne pas le faire, parce qu'ils étaient sûrs d'eux et parce qu'on ne persuade pas une abstraction, c'est-à-dire le représentant d'une idéologie.

Le long dialogue des hommes vient de s'arrêter. Et, bien entendu, un homme qu'on ne peut pas persuader est un homme qui fait peur. C'est ainsi qu'à côté des gens qui ne parlaient pas parce qu'ils le jugeaient inutile s'étalait et s'étale toujours une immense conspiration du silence, acceptée par ceux qui tremblent et qui se donnent de bonnes raisons pour se cacher à eux-mêmes ce tremblement, et suscitée par ceux qui ont intérêt à le faire. « Vous ne devez pas parler de l'épuration des artistes en Russie, parce que cela profiterait à la réaction. » « Vous devez vous taire sur le maintien de Franco par les AngloSaxons, parce que cela profiterait au communisme. » je disais bien que la peur est une technique.

Entre la peur très générale d'une guerre que tout le monde prépare et la peur toute particulière des idéologies meurtrières, il est donc bien vrai que nous vivons dans la terreur. Nous vivons dans la terreur parce que la persuasion n'est plus possible, parce que l'homme a été livré tout entier à l'histoire et qu'il ne peut plus se tourner vers cette part de lui-même, aussi vraie que la part historique, et qu'il retrouve devant la beauté du monde et des visages; parce que nous vivons dans le monde

de l'abstraction, celui des bureaux et des machines, des idées absolues et du messianisme sans nuances. Nous étouffons parmi les gens qui croient avoir absolument raison, que ce soit dans leurs machines ou dans leurs idées. Et pour tous ceux qui ne peuvent vivre que dans le dialogue et dans l'amitié des hommes, ce silence est la fin du monde.

Pour sortir de cette terreur, il faudrait pouvoir réfléchir et agir suivant sa réflexion. Mais la terreur, justement, n'est pas un climat favorable à la réflexion. Je suis d'avis, cependant, au lieu de blâmer cette peur, de la considérer comme un des premiers éléments de la situation et d'essayer d'y remédier. Il n'est rien de plus important. Car cela concerne le sort d'un grand nombre d'Européens qui, rassasiés de violences et de mensonges, déçus dans leurs plus grands espoirs, répugnant à l'idée de tuer leurs semblables, fût-ce pour les convaincre, répugnent également à l'idée d'être convaincus de la même manière. Pourtant, c'est l'alternative où l'on place cette grande masse d'hommes en Europe, qui ne sont d'aucun parti, ou qui sont mal à l'aise dans celui qu'ils ont choisi, qui doutent que le socialisme soit réalisé en Russie, et le libéralisme en Amérique, qui reconnaissent, cependant, à ceux-ci et à ceux-là le droit d'affirmer leur vérité, mais qui leur refusent celui de l'imposer par le meurtre, individuel ou collectif. Parmi les puissants du jour, ce sont des hommes sans royaume. Ces hommes ne pourront faire admettre (je ne dis pas triompher mais admettre) leur point de vue, et ne pourront retrouver leur patrie que lorsqu'ils auront pris conscience de ce qu'ils veulent et qu'ils le diront assez simplement et assez fortement pour que leurs paroles puissent lier un faisceau d'énergies. Et si la peur n'est pas le climat de la juste réflexion, il leur faut donc d'abord se mettre en règle avec la peur.

Pour se mettre en règle avec elle, il faut voir ce qu'elle signifie et ce qu'elle refuse. Elle signifie et elle refuse le même fait : un monde où le meurtre est légitimé et où la vie humaine est considérée comme futile. Voilà le premier problème politique d'aujourd'hui. Et avant d'en venir au reste, il faut prendre position par rapport à lui. Préalablement à toute construction, il faut aujourd'hui poser deux questions :

« Oui ou non, directement ou indirectement, voulez-vous être tué ou violenté? Oui ou non, directement ou indirectement, voulez-vous tuer ou violenter? » Tous ceux qui répondront non à ces deux questions sont automatiquement embarqués dans une série de conséquences qui doivent modifier leur façon de poser le problème. Mon projet est de préciser deux ou trois seulement de ces conséquences. En attendant, le lecteur de bonne volonté peut s'interroger et répondre.

#### **SAUVER LES CORPS**

Ayant dit un jour que je ne saurais plus admettre, après l'expérience de ces deux dernières années, aucune vérité qui pût me mettre dans l'obligation, directe ou indirecte, de faire condamner un homme à mort, des esprits que j'estimais quelquefois m'ont fait remarquer que j'étais dans l'utopie, qu'il n'y avait pas de vérité politique qui ne nous amenât un jour à cette extrémité, et qu'il fallait donc courir le risque de cette extrémité ou accepter le monde tel qu'il était.

Cet argument était présenté avec force. Mais je crois d'abord qu'on n'y mettait tant de force que parce que les gens qui le présentaient n'avaient pas d'imagination pour la mort des autres. C'est un travers de notre siècle. De même qu'on s'y aime par téléphone et qu'on travaille non plus sur la matière, mais sur la machine, on y tue et on y est tué aujourd'hui par procuration. La propreté y gagne, mais la connaissance y perd.

Cependant cet argument a une autre force, quoique indirecte: il pose le problème de l'utopie. En somme, les gens comme moi voudraient un monde, non pas où l'on ne se tue plus (nous ne sommes pas si fous!), mais où le meurtre ne soit pas légitimé. Nous sommes ici dans l'utopie et la contradiction en effet. Car nous vivons justement dans un monde où le meurtre est légitimé, et nous devons le changer si nous n'en voulons pas. Mais il semble qu'on ne puisse le changer sans courir la chance du meurtre. Le meurtre nous renvoie donc au meurtre et nous continuerons de vivre dans la terreur, soit que nous l'acceptions avec résignation, soit que nous voulions

la supprimer par des moyens qui lui substitueront une autre terreur.

À mon avis, tout le monde devrait réfléchir à cela. Car ce qui me frappe au milieu des polémiques, des menaces et des éclats de la violence, c'est la bonne volonté de tous. Tous, à quelques tricheurs près, de la droite à la gauche, estiment que leur vérité est propre à faire le bonheur des hommes. Et pourtant, la conjonction de ces bonnes volontés aboutit à ce monde infernal où des hommes sont encore tués, menacés, déportés, où la guerre se prépare, et où il est impossible de dire un mot sans être à l'instant insulté ou trahi. Il faut donc en conclure que si des gens comme nous vivent dans la contradiction, ils ne sont pas les seuls, et que ceux qui les accusent d'utopie vivent peut-être dans une utopie différente sans doute, mais plus coûteuse à la fin.

Il faut donc admettre que le refus de légitimer le meurtre nous force à reconsidérer notre notion de l'utopie. À cet égard, il semble qu'on puisse dire ceci : l'utopie est ce qui est en contradiction avec la réalité. De ce point de vue, il serait tout à fait utopique de vouloir que personne ne tue plus personne. C'est l'utopie absolue. Mais c'est une utopie à un degré beaucoup plus faible que de demander que le meurtre ne soit plus légitimé. Par ailleurs, les idéologies marxiste et capitaliste, basées toutes deux sur l'idée de progrès, persuadées toutes deux que l'application de leurs principes doit amener fatalement l'équilibre de la société, sont des utopies d'un degré beaucoup plus fort. En outre, elles sont en train de nous coûter très cher.

On peut en conclure que, pratiquement, le combat qui s'engagera dans les années qui viennent ne s'établira pas entre les forces de l'utopie et celles de la réalité, mais entre des utopies différentes qui cherchent à s'insérer dans le réel et entre lesquelles il ne s'agit plus que de choisir les moins coûteuses. Ma conviction est que nous ne pouvons plus avoir raisonnablement l'espoir de tout sauver, mais que nous pouvons nous proposer au moins de sauver les corps, pour que l'avenir demeure possible.

On voit donc que le fait de refuser la légitimation du meurtre n'est pas plus utopique que les attitudes réalistes d'aujourd'hui. Toute la

question est de savoir si ces dernières coûtent plus ou moins cher. C'est un problème que nous devons régler aussi, et je suis donc excusable de penser qu'on peut être utile en définissant, par rapport à l'utopie, les conditions qui sont nécessaires pour pacifier les esprits et les nations. Cette réflexion, à condition qu'elle se fasse sans peur comme sans prétention, peut aider à créer les conditions d'une pensée juste et d'un accord provisoire entre les hommes qui ne veulent être ni des victimes ni des bourreaux. Bien entendu, il ne s'agit pas, dans les articles qui suivront, de définir une position absolue, mais seulement de redresser quelques notions aujourd'hui travesties et d'essayer de poser le problème de l'utopie aussi correctement que possible. Il s'agit, en somme, de définir les conditions dune pensée politique modeste, c'est-à-dire délivrée de tout messianisme, et débarrassée de la nostalgie du paradis terrestre.

#### LE SOCIALISME MYSTIFIÉ

Si l'on admet que l'état de terreur, avoué ou non, où nous vivons depuis dix ans, n'a pas encore cessé, et qu'il fait aujourd'hui la plus grande partie du malaise où se trouvent les esprits et les nations, il faut voir ce qu'on peut opposer à la terreur. Cela pose le problème du socialisme occidental. Car la terreur ne se légitime que si l'on admet le principe : « La fin justifie les moyens. » Et ce principe ne peut s'admettre que si l'efficacité d'une action est posée en but absolu, comme c'est le cas dans les idéologies nihilistes (tout est permis, ce qui compte c'est de réussir), ou dans les philosophies qui font de l'histoire un absolu (Hegel, puis Marx : le but étant la société sans classe, tout est bon qui y conduit).

C'est là le problème qui, s'est posé aux socialistes français, par exemple. Des scrupules leur sont venus. La violence et l'oppression dont ils n'avaient eu jusqu'ici qu'une idée assez abstraite, ils les ont vues à l'œuvre. Et ils se sont demandé s'ils accepteraient, comme le voulait leur philosophie, d'exercer eux-mêmes la violence, même provisoirement et pour un but pourtant différent. Un récent préfacier de Saint-Just, parlant d'hommes qui avaient des scrupules semblables, écrivait avec tout l'accent du mépris : « Ils ont reculé devant l'horreur. » Rien n'est plus vrai. Et ils ont par là mérité d'encourir le dédain d'âmes assez fortes et supérieures pour s'installer sans broncher dans l'horreur. Mais en même temps, ils ont donné une voix à cet appel angoissé venu des médiocres que nous sommes, qui se comptent par millions, qui font la matière même de l'histoire, et dont il faudra un jour tenir compte, malgré tous les dédains.

Ce qui nous paraît plus sérieux, au contraire, c'est d'essayer de comprendre la contradiction et la confusion où se sont trouvés nos socialistes. De ce point de vue, il est évident qu'on n'a pas réfléchi suffisamment à la crise de conscience du socialisme français telle qu'elle s'est exprimée dans un récent congrès. Il est bien évident que nos socialistes, sous l'influence de Léon Blum, et plus encore sous la menace des événements, ont mis au premier rang de leurs préoccupations des problèmes moraux (la fin ne justifie pas tous les moyens) qu'ils n'avaient pas soulignés jusqu'ici. Leur désir légitime était de se référer à quelques principes qui fussent supérieurs au meurtre. Il n'est pas moins évident que ces mêmes socialistes veulent conserver la doctrine marxiste; les uns parce qu'ils pensent qu'on ne peut être révolutionnaire sans être marxiste; les autres, par une fidélité respectable à l'histoire du parti qui les persuade qu'on ne peut, non plus, être socialiste sans être marxiste. Le dernier congrès du parti a mis en valeur ces deux tendances et la tâche principale de ce congrès a été d'en faire la conciliation. Mais on ne peut concilier ce qui est inconciliable.

Car il est clair que si le marxisme est vrai, et s'il y a une logique de l'histoire, le réalisme politique est légitime. Il est clair également que si les valeurs morales préconisées par le parti socialiste sont fondées en droit, alors le marxisme est faux absolument puisqu'il prétend être vrai absolument. De ce point de vue, le fameux dépassement du marxisme dans un sens idéaliste et humanitaire n'est qu'une plaisanterie et un rêve sans conséquence. Marx ne peut être dépassé, car il est allé jusqu'au bout de la conséquence. Les communistes sont fondés raisonnablement à utiliser le mensonge et la violence dont ne veulent pas les socialistes, et ils y sont fondés par les principes mêmes

et la dialectique irréfutable que les socialistes veulent pourtant conserver. On ne pouvait donc pas s'étonner de voir le congrès socialiste se terminer par une simple juxtaposition de deux positions contradictoires, dont la stérilité s'est vue sanctionnée par les dernières élections. De ce point de vue, la confusion continue. Il fallait choisir et les socialistes ne voulaient ou ne pouvaient pas choisir.

Je n'ai pas choisi cet exemple pour accabler le socialisme, mais pour éclairer les paradoxes où nous vivons. Pour accabler les socialistes, il faudrait leur être supérieur. Ce n'est pas encore le cas. Bien au contraire, il me semble que cette contradiction est commune à tous les hommes dont j'ai parlé, qui désirent une société qui serait en même temps heureuse et digne, qui voudraient que les hommes soient libres dans une condition enfin juste, mais qui hésitent entre une liberté où ils savent bien que la justice est finalement dupée et une justice où ils voient bien que la liberté est au départ supprimée. Cette angoisse intolérable est généralement tournée en dérision par ceux qui savent ce qu'il faut croire ou ce qu'il faut faire. Mais je suis d'avis qu'au lieu de la moquer, il faut la raisonner et l'éclaircir, voir ce qu'elle signifie, traduire la condamnation quasi totale qu'elle porte sur le monde qui la provoque et dégager le faible espoir qui la soutient.

Et l'espoir réside justement dans cette contradiction parce qu'elle force ou forcera les socialistes au choix. Ou bien, ils admettront que la fin couvre les moyens, donc que le meurtre puisse être légitimé, ou bien ils renonceront au marxisme comme philosophie absolue, se bornant à en retenir l'aspect critique, souvent encore valable. S'ils choisissent le premier terme de l'alternative, la crise de conscience sera terminée et les situations clarifiées. S'ils admettent le second, ils démontreront que ce temps marque la fin des idéologies, c'est-à-dire des utopies absolues qui se détruisent ellesmêmes, dans l'histoire, par le prix qu'elles finissent par coûter. Il faudra choisir alors une autre utopie, plus modeste et moins ruineuse. C'est ainsi du moins que le refus de légitimer le meurtre force à poser la question. Oui, c'est la question qu'il faut poser et personne, je crois, n'osera y répondre légèrement.

#### LA RÉVOLUTION TRAVESTIE

Depuis août 1944, tout le monde parle chez nous de révolution, et toujours sincèrement, il n'y a pas de doute là-dessus. Mais la sincérité n'est pas une vertu en soi. Il y a des sincérités si confuses qu'elles sont pires que des mensonges. Il ne s'agit pas pour nous aujourd'hui de parler le langage du cœur, mais seulement de penser clair. Idéalement, la révolution est un changement des institutions politiques et économiques propre à faire régner plus de liberté et de justice dans le monde. Pratiquement, c'est l'ensemble des événements historiques, souvent malheureux, qui amènent cet heureux changement.

Peut-on dire aujourd'hui que ce mot soit employé dans son sens classique? Quand les gens entendent parler de révolution chez nous, et à supposer qu'ils gardent alors leur sang-froid, ils envisagent un changement de mode de la propriété (généralement la mise en commun des moyens de production) obtenu, soit par une législation selon les lois de la majorité, soit à l'occasion de la prise du pouvoir par une minorité. Il est facile de voir que cet ensemble de notions n'a aucun sens dans les circonstances historiques actuelles. D'une part, la prise de pouvoir par la violence est une idée romantique que le progrès des armements a rendue illusoire. L'appareil répressif d'un gouvernement a toute la force des tanks et des avions. Il faudrait donc des tanks et des avions pour l'équilibrer seulement. 1789 et 1917 sont encore des dates, mais ce ne sont plus des exemples.

En supposant que cette prise du pouvoir soit cependant possible, qu'elle se fasse dans tous les cas par les armes ou par la loi, elle n'aurait d'efficacité que si la France (ou l'Italie ou la Tchécoslovaquie) pouvait être mise entre parenthèses et isolée du monde. Car, dans notre actualité historique, en 1946, une modification du régime de propriété entraînerait, par exemple, de telles répercussions sur les crédits américains que notre économie s'en trouverait menacée de mort. Une révolution de droite n'aurait pas plus de chances, à cause de l'hypothèque parallèle que nous crée la Russie par des millions d'électeurs communistes et sa situation de plus grande puissance continentale.

La vérité, que je m'excuse d'écrire en clair, alors que tout le monde la connaît sans la dire, c'est que nous ne -sommes pas libres, en tant que Français, d'être révolutionnaires. Ou du moins nous ne pouvons plus être des révolutionnaires solitaires parce qu'il n'y a plus, dans le monde, aujourd'hui, de politiques conservatrices ou socialistes qui puissent se déployer sur le seul plan national.

Ainsi, nous ne pouvons parler que de révolution internationale. Exactement, la révolution se fera à l'échelle internationale ou elle ne se fera pas. Mais quel est encore le sens de cette expression? Il fut un temps où l'on pensait que la réforme internationale se ferait par la conjonction ou la synchronisation de plusieurs révolutions nationales; une addition de miracles, en quelque sorte. Aujourd'hui, et si notre analyse précédente est juste, on ne peut plus penser qu'à l'extension d'une révolution qui a déjà réussi. C'est une chose que Staline a très bien vue et c'est l'explication la plus bienveillante qu'on puisse donner de sa politique (l'autre étant de refuser à la Russie le droit de parler au nom de la révolution).

Cela revient à considérer l'Europe et l'Occident comme une seule nation où une importante minorité bien armée pourrait vaincre et lutter pour prendre enfin le pouvoir. Mais la force conservatrice (en l'espèce, les États-Unis) étant également bien armée, il est facile de voir que la notion de révolution est remplacée aujourd'hui par la notion de guerre idéologique. Plus précisément, la révolution internationale ne va pas aujourd'hui sans un risque extrême de guerre. Toute révolution de l'avenir sera une révolution étrangère. Elle commencera par une occupation militaire ou, ce qui revient au même, par un chantage à l'occupation. Elle n'aura de sens qu'à partir de la victoire définitive de l'occupant sur le reste du monde.

À l'intérieur des nations, les révolutions coûtent déjà très cher. Mais, en considération du progrès qu'elles sont censées amener, on accepte généralement la nécessité de ces dégâts. Aujourd'hui, le prix que coûterait la guerre à l'humanité doit être objectivement mis en balance avec le progrès qu'on peut espérer de la prise du pouvoir mondial par la Russie ou l'Amérique. Et je crois d'une

importance définitive qu'on en fasse la balance et que, pour une fois, on apporte un peu d'imagination à ce que serait une planète, où sont encore tenus au frais une trentaine de millions de cadavres, après un cataclysme qui nous coûterait dix fois plus.

Je ferai remarquer que cette manière de raisonner est proprement objective. Elle ne fait entrer en ligne que l'appréciation de la réalité, sans engager pour le moment de jugements idéologiques ou sentimentaux. Elle devrait, en tout cas, pousser à la réflexion ceux qui parlent légèrement de révolution. Ce que ce mot contient aujourd'hui doit être accepté en bloc ou rejeté en bloc. S'il est accepté, on doit se reconnaître responsable conscient de la guerre à venir. S'il est rejeté, on doit, ou bien se déclarer partisan du statu quo, ce qui est l'utopie totale dans la mesure où elle suppose l'immobilisation de l'histoire, ou bien renouveler le contenu du mot révolution, ce qui présente un consentement à ce que j'appellerai l'utopie relative.

Après avoir un peu réfléchi à cette question, il me semble que les hommes qui désirent aujourd'hui changer efficacement le monde ont à choisir entre les charniers qui s'annoncent, le rêve impossible d'une histoire tout d'un coup stoppée, et l'acceptation d'une utopie relative qui laisse une chance à la fois à l'action et aux hommes. Mais il n'est pas difficile de voir qu'au contraire, cette utopie relative est la seule possible et quelle est seule inspirée de l'esprit de réalité. Quelle est la chance fragile qui pourrait nous sauver des charniers, c'est ce que nous examinerons dans un prochain article.

## DÉMOCRATIE ET DICTATURE INTERNATIONALES

Nous savons aujourd'hui qu'il n'y a plus d'îles et que les frontières sont vaines. Nous savons que dans un monde en accélération constante, où l'Atlantique se traverse en moins d'une journée, où Moscou parle à Washington en quelques heures, nous sommes forcés à la solidarité ou à la complicité, suivant les cas. Ce que nous avons appris pendant les années 40, c'est que l'injure faite à un étudiant de Prague frappait en même temps l'ouvrier de Clichy,

que le sang répandu quelque part sur les bords d'un fleuve du Centre européen devait amener un paysan du Texas à verser le sien sur le sol de ces Ardennes qu'il voyait pour la première fois. Il n'était pas comme il n'est plus une seule souffrance, isolée, une seule torture en ce monde qui ne se répercute dans notre vie de tous les jours.

Beaucoup d'Américains voudraient continuer à vivre enfermés dans leur société qu'ils trouvent bonne. Beaucoup de Russes voudraient peut-être continuer à poursuivre l'expérience étatiste à l'écart du monde capitaliste. Ils ne le peuvent et ne le pourront plus jamais. De même, aucun problème économique, si secondaire apparaisse-t-il, ne peut se régler aujourd'hui en dehors de la solidarité des nations. Le pain de l'Europe est à Buenos-Aires, et les machines-outils de Sibérie sont fabriquées à Detroit. Aujourd'hui, la tragédie est collective.

Nous savons donc tous, sans l'ombre d'un doute, que le nouvel ordre que nous cherchons ne peut être seulement national ou même continental, ni surtout occidental ou oriental. Il doit être universel. Il n'est plus possible d'espérer des solutions partielles ou des concessions. Le compromis, c'est ce que nous vivons, c'est-à-dire l'angoisse pour aujourd'hui et le meurtre pour demain. Et pendant ce temps, la vitesse de l'histoire et du monde s'accélère. Les vingt et un sourds, futurs criminels de guerre, qui discutent aujourd'hui de paix échangent leurs monotones dialogues, tranquillement assis au centre d'un rapide qui les entraîne vers le gouffre, à mille kilomètres à l'heure. Oui, cet ordre universel est le seul problème du moment et qui passe toutes les querelles de constitution et de loi électorale. C'est lui qui exige que nous lui appliquions les ressources de nos intelligences et de nos volontés.

Quels sont aujourd'hui les moyens d'atteindre cette unité du monde, de réaliser cette révolution internationale, où les ressources en hommes, les matières premières, les marchés commerciaux et les richesses spirituelles pourront se trouver mieux redistribuées? Je n'en vois que deux et ces deux moyens définissent notre ultime alternative. Ce monde peut être unifié,

d'en haut, comme je l'ai dit hier, par un seul État plus puissant que les autres. La Russie ou l'Amérique peuvent prétendre à ce rôle. Je n'ai rien, et aucun des hommes que je connais n'a rien à répliquer à l'idée défendue par certains, que la Russie ou l'Amérique ont les moyens de régner et d'unifier ce monde à l'image de leur société. J'y répugne en tant que Français, et plus encore en tant que Méditerranéen. Mais je ne tiendrai aucun compte de cet argument sentimental.

Notre seule objection, la voici, telle que je l'ai définie dans un dernier article : cette unification ne peut se faire sans la guerre ou, tout au moins, sans un risque extrême de guerre. J'accorderai encore, ce que je ne crois pas, que la guerre puisse ne pas être atomique. Il n'en reste pas moins que la guerre de demain laisserait l'humanité si mutilée et si appauvrie que ridée même d'un ordre y deviendrait définitivement anachronique. Marx pouvait justifier comme il l'a fait la guerre de 1870, car elle était la guerre du fusil Chassepot et elle était localisée. Dans les perspectives du marxisme, cent mille morte ne sont rien, en effet, au prix du bonheur de centaines de millions de gens. Mais la mort certaine de centaines de millions de gens, pour le bonheur supposé de ceux qui restent, est un prix trop cher. Le progrès vertigineux des armements, fait historique ignoré par Marx, force à poser de nouvelle façon le problème de la fin et des moyens.

Et le moyen, ici, ferait éclater la fin. Quelle que soit la fin désirée, si haute et si nécessaire soit-elle, qu'elle veuille ou non consacrer le bonheur des hommes, qu'elle veuille consacrer la justice ou la liberté, le moyen employé pour y parvenir représente un risque si définitif, si disproportionné en grandeur avec les chances de succès, que nous refusons objectivement de le courir. Il faut donc en revenir au deuxième moyen propre a assurer cet ordre universel, et qui est l'accord mutuel de toutes les parties. Nous ne nous demanderons pas s'il est possible, considérant ici qu'il est justement le seul possible. Nous nous demanderons d'abord ce qu'il est.

Cet accord des parties a un nom qui est la démocratie internationale. Tout le monde en parle à l'O.N.U., bien entendu. Mais qu'est-ce

que la démocratie internationale? C'est une démocratie qui est internationale. On me pardonnera ici ce truisme, puisque les vérités les plus évidentes sont aussi les plus travesties.

Qu'est-ce que la démocratie nationale ou internationale? C'est une forme de société où la loi est au-dessus des gouvernants, cette loi étant l'expression de la volonté de tous, représentée par un corps législatif. Est-ce là ce qu'on essaie de fonder aujourd'hui? On nous prépare, en effet, une loi internationale. Mais cette loi est faite ou défaite par des gouvernements, c'est-à-dire par l'exécutif. Nous sommes donc en régime de dictature internationale. La seule façon d'en sortir est de mettre la loi internationale au-dessus des gouvernements, donc de faire cette loi, donc de disposer d'un parlement, donc de constituer ce parlement au moyen d'élections mondiales auxquelles participeront tous les peuples. Et puisque nous n'avons pas ce parlement, le seul moyen est de résister à cette dictature internationale sur un plan international et selon des moyens qui ne contrediront pas la fin poursuivie.

#### **LE MONDE VA VITE**

Il est évident pour tous que la pensée politique se trouve de plus en plus dépassée par les événements. Les Français, par exemple, ont commencé la guerre de 1914 avec les moyens de la guerre de 1870 et la guerre de 1939 avec les moyens de 1918.

Mais aussi bien la pensée anachronique n'est pas une spécialité française. Il suffira de souligner ici que, pratiquement, les grandes politiques d'aujourd'hui prétendent régler l'avenir du monde au moyen de principes formés au XVIIIe siècle en ce qui concerne le libéralisme capitaliste, et au XIXe en ce qui regarde le socialisme, dit scientifique. Dans le premier cas, une pensée née dans les premières années de l'industrialisme moderne et dans le deuxième cas, une doctrine contemporaine de l'évolutionnisme darwinien et de l'optimisme renanien se proposent de mettre en équation l'époque de la bombe atomique, des mutations brusques et du nihilisme. Rien ne saurait mieux illustrer le décalage de plus en plus désastreux qui s'effectue entre la pensée politique et la réalité historique.

Bien entendu, l'esprit a toujours du retard sur le monde. L'histoire court pendant que l'esprit médite. Mais ce retard inévitable grandit aujourd'hui a proportion de l'accélération historique. Le monde a beaucoup plus changé dans les cinquante dernières années qu'il ne l'avait fait auparavant en deux cents ans. Et l'on voit le monde s'acharner aujourd'hui à régler des problèmes de frontières quand tous les peuples savent que les frontières sont aujourd'hui abstraites. C'est encore le principe des nationalités qui a fait semblant de régner à la Conférence des Vingt et un.

Nous devons tenir compte de cela dans notre analyse de la réalité historique. Nous centrons aujourd'hui nos réflexions autour du problème allemand, qui est un problème secondaire par rapport au choc d'empires qui nous menace. Mais si, demain, nous concevions des solutions internationales en fonction du problème russoaméricain, nous risquerions de nous voir à nouveau dépassés. Le choc d'empires est déjà en passe de devenir secondaire, par rapport au choc des civilisations. De toutes parts, en effet, les civilisations colonisées font entendre leurs voix. Dans dix ans, dans cinquante ans, c'est la prééminence de la civilisation occidentale qui sera remise en question. Autant donc y penser tout de suite et ouvrir le Parlement mondial à ces civilisations, afin que sa loi devienne vraiment universelle, et universel l'ordre qu'elle consacre.

Les problèmes que pose aujourd'hui le droit de veto sont faussés parce que les majorités ou les minorités qui s'opposent à l'O.N.U. sont fausses. L'U.R.S.S. aura toujours le droit de réfuter la loi de la majorité tant que celle-ci sera une majorité de ministres, et non une majorité de peuples représentés par leurs délégués et tant que tous les peuples, précisément, n'y seront pas représentés. Le jour où cette majorité aura un sens, il faudra que chacun lui obéisse ou rejette sa loi, c'est-à-dire déclare ouvertement sa volonté de domination.

De même, si nous gardons constamment à l'esprit cette accélération du monde, nous risquons de trouver la bonne manière de poser le problème économique d'aujourd'hui. On n'envisageait plus, en 1930, le problème du socialisme comme on le faisait en 1848. À l'abolition

de la propriété avait succédé la technique de la mise en commun des moyens de production. Et cette technique, en effet, outre qu'elle réglait en même temps le sort de la propriété, tenait compte de l'échelle agrandie où se posait le problème économique. Mais, depuis 1930, cette échelle s'est encore accrue. Et, de même que la solution politique sera internationale, ou ne sera pas, de même la solution économique doit viser d'abord les moyens de production internationaux : pétrole, charbon et uranium. Si collectivisation il doit y avoir, elle doit porter sur les ressources indispensables a tous et qui, en effet, ne doivent être à personne. Le reste, tout le reste, relève du discours électoral.

Ces perspectives sont utopiques aux yeux de certains, mais pour tous ceux qui refusent d'accepter la chance d'une guerre, c'est cet ensemble de principes qu'il convient d'affirmer et de défendre sans aucune réserve. Quant à savoir les chemins qui peuvent nous rapprocher d'une semblable conception, ils ne peuvent pas s'imaginer sans la réunion des anciens socialistes et des hommes d'aujourd'hui, solitaires à travers le monde.

Il est possible, en tout cas, de répondre une nouvelle fois, et pour finir, à l'accusation d'utopie. Car, pour nous, la chose est simple : ce sera l'utopie ou la guerre, telle que nous la préparent des méthodes de pensée périmées. Le monde a le choix aujourd'hui entre la pensée politique anachronique et la pensée utopique. La pensée anachronique est en train de nous tuer. Si méfiants que nous soyons (et que je sois), l'esprit de réalité nous force donc à revenir à cette utopie relative. Quand elle sera rentrée dans l'Histoire, comme beaucoup d'autres utopies du même genre, les hommes n'imagineront plus d'autre réalité. Tant il est vrai que l'Histoire n'est que l'effort désespéré des hommes pour donner corps aux plus clairvoyants de leurs rêves.

#### **UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL**

Je me résume. Le sort des hommes de toutes les nations ne sera pas réglé avant que soit réglé le problème de la paix et de l'organisation du monde. Il n'y aura de révolution efficace nulle part au monde avant que cette révolution-là soit faite. Tout ce qu'on dit d'autre, en France, aujourd'hui, est futile ou intéressé. J'irai même plus loin. Non seulement le mode de propriété ne sera changé durablement en aucun point du globe, mais les problèmes les plus simples, comme le pain de tous les jours, la grande faim qui tord les ventres d'Europe, le charbon, ne recevront aucune solution tant que la paix ne sera pas créée.

Toute pensée qui reconnaît loyalement son incapacité à justifier le mensonge et le meurtre est amenée à cette conclusion, pour peu qu'elle ait le souci de la vérité. Il lui reste donc à se conformer tranquillement à ce raisonnement.

Elle reconnaîtra ainsi: 1° que la politique intérieure, considérée dans sa solitude, est une affaire proprement secondaire et d'ailleurs impensable. 2° que le seul problème est la création d'un ordre international qui apportera finalement les réformes de structure durables par lesquelles la révolution se définit; 3° qu'il n'existe plus, à l'intérieur des nations, que des problèmes d'administration qu'il faut régler provisoirement, et du mieux possible, en attendant un règlement politique plus efficace parce que plus général.

Il faudra dire, par exemple, que la Constitution française ne peut se juger qu'en fonction du service qu'elle rend ou qu'elle ne rend pas à un ordre international fondé sur la justice et le dialogue. De ce point de vue, l'indifférence de notre Constitution aux plus simples libertés humaines est condamnable. Il faudra reconnaître que l'organisation provisoire du ravitaillement est dix fois plus importante que le problème des nationalisations ou des statistiques électorales. Les nationalisations ne seront pas viables dans un seul pays. Et si le ravitaillement ne peut pas se régler non plus sur le seul plan national, il est du moins plus pressant et il impose le recours à des expédients, même provisoires.

Tout cela peut donner, par conséquent, à notre jugement sur la politique intérieure le critérium qui lui manquait jusque-là. Trente éditoriaux de L'Aube auront beau s'opposer tous les mois à trente éditoriaux de L'Humanité, ils ne pourront nous faire oublier que ces deux journaux, avec les partis qu'ils représentent et

les hommes qui les dirigent, ont accepté l'annexion sans référendum de Brigue et Tende, et qu'ils se sont ainsi rejoints dans une même entreprise de destruction à l'égard de la démocratie internationale. Que leur volonté soit bonne ou mauvaise, M. Bidault et M. Thorez favorisent également le principe de la dictature internationale. De ce point de vue, et quoi qu'on puisse en penser, ils représentent dans notre politique, non pas la réalité, mais l'utopie la plus malheureuse.

Oui, nous devons enlever son importance à la politique intérieure. On ne guérit pas la peste avec les moyens qui s'appliquent aux rhumes de cerveau. Une crise qui déchire le monde entier doit se régler à l'échelle universelle. L'ordre pour tous, afin que soit diminué pour chacun le poids de la misère et de la peur, c'est aujourd'hui notre objectif logique. Mais cela demande une action et des sacrifices, c'est-à-dire des hommes. Et s'il y a beaucoup d'hommes aujourd'hui, qui, dans le secret de leur cœur, maudissent la violence et la tuerie, il n'y en a pas beaucoup qui veuillent reconnaître que cela les force à reconsidérer leur pensée ou leur action. Pour ceux qui voudront faire cet effort cependant, ils y trouveront une espérance raisonnable et la règle d'une action.

Ils admettront qu'ils n'ont pas grand-chose à attendre des gouvernements actuels, puisque ceux-ci vivent et agissent selon des principes meurtriers. Le seul espoir réside dans la plus grande peine, celle qui consiste à reprendre les choses à leur début pour refaire une société vivante à l'intérieur d'une société condamnée. Il faut donc que ces hommes, un à un, refassent entre eux, à l'intérieur des frontières et pardessus elles, un nouveau contrat social qui les unisse suivant des principes plus raisonnables.

Le mouvement pour la paix dont j'ai parlé devrait pouvoir s'articuler à l'intérieur des nations sur des communautés de travail et, pardessus les frontières, sur des communautés de réflexion, dont les premières, selon des contrats de gré à gré sur le mode coopératif, soulageraient le plus grand nombre possible d'individus et dont les secondes s'essaieraient à définir les valeurs dont vivra cet ordre international, en même temps qu'elles plaideraient pour lui, en toute occasion.

Plus précisément, la tâche de ces dernières serait d'opposer des paroles claires aux confusions de la terreur et de définir en même temps les valeurs indispensables à un monde pacifié. Un code de justice internationale dont le premier article serait l'abolition générale de la peine de mort, une mise au clair des principes nécessaires à toute civilisation du dialogue pourraient être ses premiers objectifs. Ce travail répondrait aux besoins d'une époque qui ne trouve dans aucune philosophie les justifications nécessaires à la soif d'amitié qui brûle aujourd'hui les esprits occidentaux. Mais il est bien évident qu'il ne s'agirait pas d'édifier une nouvelle idéologie. Il s'agirait seulement de rechercher un style de vie.

Ce sont là, en tout cas, des motifs de réflexion et je ne puis m'y étendre dans le cadre de ces articles. Mais, pour parler plus concrètement, disons que des hommes qui décideraient d'opposer, en toutes circonstances, l'exemple à la puissance, la prédication à la domination, le dialogue à l'insulte et le simple honneur à la ruse; qui refuseraient tous les avantages de la société actuelle et n'accepteraient que les devoirs et les charges qui les lient aux autres hommes; qui s'appliqueraient à orienter l'enseignement surtout, la presse et l'opinion ensuite, suivant les principes de conduite dont il a été question jusqu'ici, ces hommes-là n'agiraient pas dans le sens de l'utopie, c'est l'évidence même, mais selon le réalisme le plus honnête. Ils prépareraient l'avenir et, par là, feraient dès aujourd'hui tomber quelques-uns des murs qui nous oppressent. Si le réalisme est l'art de tenir compte, à la fois, du présent et de l'avenir, d'obtenir le plus en sacrifiant le moins, qui ne voit que la réalité la plus aveuglante serait alors leur part?

Ces hommes se lèveront ou ne se lèveront pas, je n'en sais rien. Il est probable que la plupart d'entre eux réfléchissent en ce moment et cela est bien. Mais il est sûr que l'efficacité de leur action ne se séparera pas du courage avec lequel ils accepteront de renoncer, pour l'immédiat, à certains de leurs rêves, pour ne s'attacher qu'à l'essentiel qui est le sauvetage des vies. Et arrivé ici, il faudra peut-être, avant de terminer, élever la voix.

#### **VERS LE DIALOGUE**

Oui, il faudrait élever la voix. Je me suis défendu jusqu'à présent de faire appel aux forces du sentiment. Ce qui nous broie aujourd'hui, c'est une logique historique que nous avons créée de toutes pièces et dont les nœuds finiront par nous étouffer. Et ce n'est pas le sentiment qui peut trancher les nœuds d'une logique qui déraisonne, mais seulement une raison qui raisonne dans les limites qu'elle se connaît. Mais je ne voudrais pas, pour finir, laisser croire que l'avenir du monde peut se passer de nos forces d'indignation et d'amour. Je sais bien qu'il faut aux hommes de grands mobiles pour se mettre en marche et qu'il est difficile de s'ébranler soimême pour un combat dont les objectifs sont si limités et où l'espoir n'a qu'une part à peine raisonnable. Mais il n'est pas question d'entraîner des hommes. L'essentiel, au contraire, est qu'ils ne soient pas entraînes et qu'ils sachent bien ce qu'ils font.

Sauvez ce qui peut encore être sauvé, pour rendre l'avenir seulement possible, voilà le grand mobile, la passion et le sacrifice demandés. Cela exige seulement qu'on y réfléchisse et qu'on décide clairement s'il faut encore ajouter à la peine des hommes pour des fins toujours indiscernables, s'il faut accepter que le monde se couvre d'armes et que le frère tue le frère à nouveau, ou s'il faut, au contraire, épargner autant qu'il est possible le sang et la douleur pour donner seulement leur chance à d'autres générations qui seront mieux armées que nous.

Pour ma part, je crois être à peu près sûr d'avoir choisi. Et, ayant choisi, il m'a semblé que je devais parler, dire que je ne serais plus jamais de ceux, quels qu'ils soient, qui s'accommodent du meurtre et en tirer les conséquences qui conviennent. La chose est faite et je m'arrêterai donc aujourd'hui. Mais, auparavant, je voudrais qu'on sente bien dans quel esprit j'ai parlé jusqu'ici.

On nous demande d'aimer ou de détester tel ou tel pays et tel ou tel peuple. Mais nous sommes quelques-uns à trop bien sentir nos ressemblances avec tous les hommes pour accepter ce choix. La bonne façon d'aimer le peuple russe, en reconnaissance de ce qu'il n'a jamais cessé d'être, c'est-à-dire le levain du monde dont parlent Tolstoï et Gorki, n'est pas de lui souhaiter les aventures de la puissance, c'est de lui épargner, après tant d'épreuves passées, une nouvelle et terrible saignée. Il en est de même pour le peuple américain et pour la malheureuse Europe. C'est le genre de vérités élémentaires qu'on oublie dans les fureurs du jour.

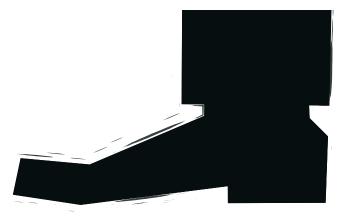
Oui, ce qu'il faut combattre aujourd'hui, c'est la peur et le silence, et avec eux la séparation des esprits et des âmes qu'ils entraînent. Ce qu'il faut défendre, c'est le dialogue et la communication universelle des hommes entre eux. La servitude, l'injustice, le mensonge sont les fléaux qui brisent cette communication et interdisent ce dialogue. C'est pourquoi nous devons les refuser. Mais ces fléaux sont aujourd'hui la matière même de l'histoire et, partant, beaucoup d'hommes les considèrent comme des maux nécessaires. Il est vrai, aussi bien, que nous ne pouvons pas échapper à l'histoire, puisque nous y sommes plongés jusqu'au cou. Mais on peut prétendre à lutter dans l'histoire pour préserver cette part de l'homme qui ne lui appartient pas. C'est là tout ce que j'ai voulu dire. Et dans tous les cas, je définirai mieux encore cette attitude et l'esprit de ces articles par un raisonnement dont je voudrais, avant de finir, qu'on le médite loyalement.

Une grande expérience met en marche aujourd'hui toutes les nations du monde, selon les lois de la puissance et de la domination. Je ne dirai pas qu'il faut empêcher ni laisser se poursuivre cette expérience. Elle n'a pas besoin que nous l'aidions et, pour le moment, elle se moque que nous la contrariions. L'expérience se poursuivra donc. Je poserai simplement cette question: « Qu'arrivera-t-il si l'expérience échoue, si la logique de l'histoire se dément, sur laquelle tant d'esprits se reposent pourtant? » Qu'arrivera-t-il si, malgré deux ou trois guerres, malgré le sacrifice de plusieurs générations et de quelques valeurs, nos petits-fils, en supposant qu'ils existent, ne se retrouvent pas plus rapprochés de la société universelle? Il arrivera que les survivants de cette expérience n'auront même plus la force d'être les témoins de leur propre

agonie. Puisque donc l'expérience se poursuit et qu'il est inévitable quelle se poursuive encore, il n'est pas mauvais que des hommes se donnent pour tâche de préserver, au long de l'histoire apocalyptique qui nous attend, la réflexion modeste qui, sans prétendre tout résoudre, sera toujours prête à un moment quelconque, pour fixer un sens à la vie de tous les jours. L'essentiel est que ces hommes pèsent bien, et une fois pour toutes, le prix qu'il leur faudra payer.

Je puis maintenant conclure. Tout ce qui me parait désirable, en ce moment, c'est qu'au milieu du monde du meurtre, on se décide à réfléchir au meurtre et à choisir. Si cela pouvait se faire, nous nous partagerions alors entre ceux qui acceptent à la rigueur d'être des meurtriers et ceux qui s'y refusent de toutes leurs forces. Puisque cette terrible division existe, ce sera au moins un progrès que de la rendre claire. À travers cinq continents, et dans les années qui viennent, une interminable lutte va se poursuivre entre la violence et la prédication. Et il est vrai que les chances de la première sont mille fois plus grandes que celles de la dernière. Mais j'ai toujours pensé que si l'homme qui espérait dans la condition humaine était un fou, celui qui désespérait des événements était un lâche. Et désormais, le seul honneur sera de tenir obstinément ce formidable pari qui décidera enfin si les paroles sont plus fortes que les balles.





POUR EN FINIR AVEC LES GUERRES



# CONSTRUISONS UNE SOCIÉTÉ LIBERTAIRE ET ÉGALITAIRE

(A) ORGANISATION ANARCHISTE

infosetanalyseslibertaires.org



#### **ORGANISATION ANARCHISTE (OA)**

Si la lecture de ce numéro d'*Infos & analyses libertaires* vous a intéressé·e·s, alors n'hésitez pas.

**VOUS POUVEZ NOUS CONTACTER PAR MAIL** oa@infosetanalyseslibertaires.org

#### **VOUS POUVEZ NOUS RENCONTRER**

En Haute-Garonne : groupe.albert.camus@gmail.com

Dans les Pyrénées-Orientales : contact@groupe-puig-antich.info

Ariège, Aude, Loiret, région parisienne : oa@infosetanalyseslibertaires.org

